

# Rapport financier 2019 consolidé

Exercice terminé le 31 décembre 2019

Nom : Sainte-Julie

Code géographique : 59010

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

**ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER  
SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ**

---

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Patrick Quirion CPA, CA, trésorier, atteste la véracité du rapport financier consolidé  
de Sainte-Julie pour l'exercice terminé le 31 décembre 2019.  
(Nom de l'organisme)

[Originale signée]

Signature \_\_\_\_\_ Date 2020-06-01

**TABLE DES MATIÈRES**

	<b><u>PAGE</u></b>
<b>États financiers consolidés audités</b>	
Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	4
Rapport du vérificateur général	4.1
État consolidé des résultats	5
État consolidé de la situation financière	6
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	7
État consolidé des gains et pertes de réévaluation	7
État consolidé des flux de trésorerie	8
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	9
<b>Renseignements complémentaires consolidés</b>	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	10
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	11
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	12
Situation financière par organismes	13
Charges par objets	14
Fonds local d'investissement (FLI)	15
Fonds local de solidarité (FLS)	16
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	17
Excédent (déficit) accumulé	18
Avantages sociaux futurs	19
<b>Renseignements financiers consolidés non audités</b>	
Analyse des revenus consolidés	21
Analyse des charges consolidées	22

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT**

---

Aux membres du conseil municipal de la Ville de Sainte-Julie

**Opinion**

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés (ci-après les « états financiers ») de Ville de Sainte-Julie (ci-après « la ville »), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2019 et l'état des résultats, l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la ville au 31 décembre 2019 ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (de sa dette nette) et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

**Fondement de l'opinion**

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la ville conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

**Observation - informations financières établies à des fins fiscales**

Nous attirons l'attention sur le fait que la ville inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages 11, 12, 13 et 18, portent sur l'établissement de l'excédent (du déficit) de l'exercice et sur la ventilation de l'excédent (du déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

**Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers**

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la ville à poursuivre ses activités, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la ville ou de cesser son activité, ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la ville.

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT****Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers**

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la ville;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la ville à poursuivre ses activités. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la ville à cesser ses activités;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.
- nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant l'information financière des entités et activités du groupe pour exprimer une opinion sur les états financiers. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit du groupe, et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit.

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT**

---

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

1

[Original signé par ]

Raymond Chabot Grant Thornton, S.E.N.C.R.L.

1 CPA auditeur, CA permis de comptabilité publique no A111208

Brossard, le 1er juin 2020

**RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL**

---

[Original signé par ]

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

		<b>Budget</b>	<b>Réalisations</b>	
		<b>2019</b>	<b>2019</b>	<b>2018</b>
<b>Revenus</b>				
Taxes	1	37 926 065	38 453 563	36 993 063
Compensations tenant lieu de taxes	2	680 034	669 107	729 688
Quotes-parts	3		57 998	
Transferts	4	6 976 915	1 083 378	4 039 109
Services rendus	5	2 166 677	2 362 712	2 260 558
Imposition de droits	6	1 993 252	3 770 032	3 720 381
Amendes et pénalités	7	1 023 214	1 221 644	1 082 558
Revenus de placements de portefeuille	8			
Autres revenus d'intérêts	9	356 794	585 258	297 249
Autres revenus	10	8 293 050	1 543 955	2 017 271
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	59 416 001	49 747 647	51 139 877
<b>Charges</b>				
Administration générale	14	7 640 366	7 208 716	7 310 843
Sécurité publique	15	9 311 603	8 806 022	8 580 215
Transport	16	9 703 565	9 057 834	9 162 675
Hygiène du milieu	17	11 209 950	10 134 516	9 927 893
Santé et bien-être	18	256 286	261 569	252 814
Aménagement, urbanisme et développement	19	1 518 246	1 384 179	1 267 495
Loisirs et culture	20	9 644 638	9 373 984	8 975 270
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	1 295 033	1 205 760	1 165 697
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	50 579 687	47 432 580	46 642 902
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	25	8 836 314	2 315 067	4 496 975
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		108 333 999	103 837 024
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	27			
Solde redressé	28		108 333 999	103 837 024
<b>Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice</b>	29		110 649 066	108 333 999

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S13.**

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE  
AU 31 DÉCEMBRE 2019**

		<b>2019</b>	<b>2018</b>
<b>ACTIFS FINANCIERS</b>			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	14 865 388	7 115 699
Débiteurs (note 5)	2	12 656 367	18 907 516
Prêts (note 6)	3		
Placements de portefeuille (note 7)	4	402 126	393 009
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6		
Autres actifs financiers (note 9)	7	1 552 000	1 406 000
	8	29 475 881	27 822 224
<b>PASSIFS</b>			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 10)	10		
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	7 872 701	7 730 544
Revenus reportés (note 12)	12	701 844	926 131
Dette à long terme (note 13)	13	45 468 519	44 855 998
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14	3 556 325	3 319 798
	15	57 599 389	56 832 471
<b>ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)</b>	16	<b>(28 123 508)</b>	<b>(29 010 247)</b>
<b>ACTIFS NON FINANCIERS</b>			
Immobilisations (note 15)	17	137 578 950	136 136 913
Propriétés destinées à la revente (note 16)	18	523 720	523 720
Stocks de fournitures	19	390 112	433 519
Autres actifs non financiers (note 17)	20	279 792	250 094
	21	138 772 574	137 344 246
<b>EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ</b>	22	<b>110 649 066</b>	<b>108 333 999</b>

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

		<u>Budget</u>	<u>Réalizations</u>	
		<u>2019</u>	<u>2019</u>	<u>2018</u>
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	1	8 836 314	2 315 067	4 496 975
Variation des immobilisations				
Acquisition	2 (	)	( 9 638 792 )	( 9 209 528 )
Produit de cession	3		31 178	7 678
Amortissement	4	8 369 900	8 193 594	8 336 647
(Gain) perte sur cession	5		(28 017)	1 832
Réduction de valeur / Reclassement	6			
	7	8 369 900	(1 442 037)	(863 371)
Variation des propriétés destinées à la revente	8			
Variation des stocks de fournitures	9		43 407	(29 286)
Variation des autres actifs non financiers	10		(29 698)	(163 354)
	11		13 709	(192 640)
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	12			
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	13			
<b>Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette</b>	14	17 206 214	886 739	3 440 964
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	15		(29 010 247)	(32 451 211)
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	16			
Reclassement de propriétés destinées à la revente	17			
Solde redressé	18		(29 010 247)	(32 451 211)
<b>Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice</b>	19		(28 123 508)	(29 010 247)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

		2019	2018
<b>Activités de fonctionnement</b>			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	2 315 067	4 496 975
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	8 193 594	8 336 647
Autres			
- Perte(gain)sur cession d'immob	3	(28 017)	1 832
- Réduction de valeur	4	51 793	30 687
	5	10 532 437	12 866 141
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	6 251 149	(1 386 112)
Autres actifs financiers	7	(146 000)	16 000
Créditeurs et charges à payer	8	636 229	505 487
Revenus reportés	9	(224 287)	120 695
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	236 527	307 787
Propriétés destinées à la revente	11		
Stocks de fournitures	12	43 407	(29 286)
Autres actifs non financiers	13	(29 698)	(163 354)
	14	17 299 764	12 237 358
<b>Activités d'investissement en immobilisations</b>			
Acquisition	15	( 10 132 864 )	( 9 860 962 )
Produit de cession	16	31 178	7 678
	17	(10 101 686)	(9 853 284)
<b>Activités de placement</b>			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	18	( 60 910 )	( 74 214 )
Remboursement ou cession	19		41 668
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	20	( )	( )
Cession	21		
	22	(60 910)	(32 546)
<b>Activités de financement (note 4)</b>			
Émission de dettes à long terme	23	5 893 592	6 069 036
Remboursement de la dette à long terme	24	( 5 311 966 )	( 5 115 189 )
Variation nette des emprunts temporaires	25		(375 000)
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	30 895	(29 976)
Autres			
-	27		
-	28		
	29	612 521	548 871
<b>Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie</b>			
	30	7 749 689	2 900 399
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	31	7 115 699	4 215 300
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	32		
Solde redressé	33	7 115 699	4 215 300
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)</b>			
	34	14 865 388	7 115 699

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

## NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

### 1. Statut de l'organisme municipal

La Ville de Sainte-Julie a été constituée sous l'autorité de la Loi sur les cités et villes par lettres patentes octroyées par le décret numéro 3576 en date du 20 octobre 1971.

### 2. Principales méthodes comptables

#### Base de présentation

La direction est responsable de la préparation des états financiers consolidés (ci-après les "états financiers") de la Ville de Sainte-Julie, lesquels sont établis selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public (ci après les "normes comptables").

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation. Celles-ci comprennent l'excédent (le déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages 11 et 12 ainsi que la ventilation de l'excédent (du déficit) accumulé à des fins fiscales présentée aux pages 13 et 18.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

#### A) Périmètre comptable et partenariats

<B></B>

##### a) Périmètre comptable

Le périmètre comptable de la municipalité ne comprend aucun organisme périmunicipal.

##### b) Partenariats

Les états financiers consolidés incluent la quote-part revenant à la Ville des actifs, des passifs, des revenus et des charges des partenariats auxquels elle participe. Cette consolidation proportionnelle se fait ligne par ligne. La Ville participe aux partenariats suivants:

- Régie intermunicipale de l'eau potable Varennes Sainte-Julie Saint-Amable (RIEP)
- Régie intermunicipale de police Richelieu-Saint-Laurent (RIPRSL)
- Régie intermunicipale du centre multisports régional Varennes Sainte-Julie Saint-Amable (RICMR)
- Régie intermunicipale des services animaliers de la Vallée-du-Richelieu (RISAVR)

#### B) Comptabilité d'exercice

##### Estimations comptables

Pour dresser les états financiers conformément aux normes comptables, la direction de la Ville doit faire des estimations et poser des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés dans les états financiers et les notes y afférentes. Ces estimations sont fondées sur la connaissance que la direction possède des événements en cours et sur les mesures que la Ville pourrait prendre à l'avenir. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

**C) Actifs**

Les actifs se composent de ce qui suit :

**a) Actifs financiers**

**Trésorerie et équivalents de trésorerie**

La politique de la Ville est de présenter dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie les soldes bancaires ainsi que les placements dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition ou rachetable en tout temps sans pénalité.

**Placements de portefeuille**

Les placements de portefeuille à titre d'investissement sont comptabilisés au coût et sont dévalués lorsque survient une baisse de valeur durable.

**b) Actifs non financiers**

Les actifs non financiers sont, de par leur nature, employés normalement pour fournir des services futurs.

**Stocks**

Les stocks se composent de fournitures qui seront consommées dans le cours normal des opérations au cours des prochains exercices financiers. Ces stocks sont évalués au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation et sont comptabilisés selon la méthode du coût moyen.

**Immobilisations**

Amortissement

Les immobilisations sont amorties, en fonction de leur durée probable d'utilisation selon la méthode de l'amortissement linéaire aux taux annuels suivants:

	<u>Taux</u>
Infrastructures	de 2,5% à 6,67%
Bâtiments	2,5% à 6,67%
Véhicules	de 5% à 40%
Ameublement et équipement de bureau	de 10% à 20%
Machinerie, outillage et équipement	de 5% à 33,33%
Améliorations locatives	10%
Autres	10%

Les immobilisations en cours sont amorties dès leur mise en service. L'amortissement des immobilisations est inclus dans les charges à l'état consolidé des résultats, mais retiré aux fins du calcul de l'excédent de fonctionnement à des fins fiscales.

Moins-value

Lorsque la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à une immobilisation est inférieure à sa valeur comptable nette ou que la conjoncture indique qu'une immobilisation ne contribue plus à la capacité de la Ville de fournir des biens et des services, le coût de l'immobilisation est réduit pour refléter la baisse de valeur. Toute moins-value sur les immobilisations est passée en charges à l'état consolidé des résultats et aucune reprise de moins-value ne peut être constatée ultérieurement.

**Propriétés destinées à la revente**

Les propriétés destinées à la revente sont évaluées au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût est déterminé selon la méthode du coût propre. Les

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

propriétés destinées à la revente sont constatées à titre d'actif financier lorsque l'actif est en état d'être vendu, qu'il y a un plan en place pour la vente de l'actif et qu'il est raisonnable de prévoir que la vente sera réalisée dans l'année suivant la date des états financiers.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

**D) Passifs****Frais reportés liés à la dette à long terme**

Les frais d'émission de la dette sont présentés en réduction de la dette à long terme et amortis sur la durée de chaque emprunt concerné selon la méthode de l'amortissement linéaire.

**Provision pour contestation d'évaluation**

La provision pour contestation d'évaluation représente une estimation des remboursements, comprenant le capital et les intérêts, pouvant résulter de jugements relatifs à des contestations d'évaluations foncières et à des contestations de codifications prévues en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale.

**Passif au titre d'assainissement des sites contaminés**

Les obligations découlant de la réhabilitation de terrains contaminés sous la responsabilité de la Ville, ou pouvant de façon probable relever de sa responsabilité, sont comptabilisées à titre de passif au poste d'Assainissement des sites contaminés dès que la contamination survient ou que la Ville en est informée, qu'il est prévu que des avantages économiques futurs seront abandonnés et qu'il est possible de procéder à une estimation raisonnable du montant en cause. Le passif comprend les coûts estimatifs de la gestion et de la réhabilitation des terrains contaminés ainsi que les coûts afférents à la maintenance et à la surveillance après assainissement, le cas échéant. L'évaluation de ces coûts est établie à partir de la meilleure information disponible et est révisée annuellement.

**E) Revenus****Constatation des revenus**

Les taxes se rapportant à l'année visée sont constatées lorsqu'elle sont autorisées et que le fait imposable se produit, soit lors du dépôt des rôles de perception initial et spéciaux à la date de l'avis public annonçant le dépôt de ces rôles.

Les compensations tenant lieu de taxes sont comptabilisées lorsqu'elles font l'objet d'une demande de paiement.

Les taxes et les compensations tenant lieu de taxes afférentes aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisées lors de l'émission des certificats d'évaluateur.

Les quotes-parts sont constatées lorsqu'elles sont déterminées et adoptées par résolution.

Les revenus de transfert sont constatés aux états financiers à titre de revenus dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, pour autant qu'ils aient été autorisés, que les critères d'admissibilité soient satisfaits et qu'une estimation raisonnable des montants soit possible, sauf lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un tel cas, le transfert est constaté à titre de passif au poste Revenus reportés.

Les revenus des services rendus et les autres revenus sont constatés lorsque le service

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

est fourni et qu'il donne lieu à une créance.

Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date de l'inscription du transfert par l'officier de la publicité des droits.

Les amendes et pénalités se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions.

Les intérêts sur les placements sont constatés en fonction du temps écoulé.

Les dons sont constatés à leur juste valeur marchande dans l'exercice où ils sont attribués par un acte juridique à la date officielle inscrite au document légal.

## NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

### F) Avantages sociaux futurs

#### Régimes de retraite à cotisations déterminées

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la Ville est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

#### Avantages sociaux futurs à prestations déterminées

Ces avantages comprennent les prestations de retraite.

La charge est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants, selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs. Dans l'application de cette méthode, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal (2014, chapitre 15) sanctionnée le 5 décembre 2014 («la Loi»). Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

Un actif ou un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et pertes actuariels non amortis et net d'une provision pour moins-value dans le cas d'un actif s'il y a lieu. Dans l'établissement de cette provision, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi précitée.

Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées de façon actuarielle selon la méthode suivante : répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs, à partir du taux d'actualisation fixé et des hypothèses les plus probables de la Ville en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels. Des obligations implicites peuvent devoir être reconnues, notamment en vertu de la Loi précitée. Les effets de cette Loi sont décrits, s'il y a lieu, dans la note complémentaire ou les renseignements complémentaires sur les avantages sociaux futurs des états financiers.

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont évalués en date du 31 décembre 2019 pour le régime de retraite de la ville de Sainte-Julie et pour les régimes de retraite de la Régie intermunicipale de police Richelieu-Saint-Laurent (RIPRSL) selon la méthode suivante : Valeur lissée 3 ans.

Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. L'amortissement débute dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte.

Le coût des services passés découlant d'une modification de régime est passé immédiatement comme charge. En contrepartie, des gains ou pertes actuariels non amortis peuvent devoir

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

être constatés, l'excédent pouvant faire l'objet d'un montant aux dépenses constatées à taxer ou à pourvoir.

**G) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir**

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables et à l'égard desquelles la Ville a choisi de reporter l'imposition en tout ou en partie de la taxation aux exercices futurs.

S'il y a lieu, le montant présenté est le montant net des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables et à l'égard desquelles la Ville a choisi de devancer l'imposition en tout ou en partie de la taxation.

Ce montant est créé aux fins suivantes et est amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux informations sectorielles consolidées de l'excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organisme.

**Mesures d'allégement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables :**

- Avantages sociaux futurs :
  - pour le passif constaté initialement au 1er janvier 2007 : dans le cas des régimes capitalisés, celui-ci est amorti linéairement sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants;
  - pour le coût relié aux services passés découlant de modifications de régime de retraite à prestations déterminées : sur la DMERCA des salariés participants touchés;
  - pour le montant versé par la Ville à la Régie de police Richelieu-St-Laurent : l'amortissement correspond à la variation de la provision pour moins-value liée à ce montant. À compter de l'année 2012, à cette variation s'ajoute un ajustement afin d'équilibrer les résultats à des fins fiscales découlant de l'avance versée au régime.
  - pour le financement à long terme des activités de fonctionnement : au fur et à mesure du remboursement en capital des dettes.

**H) Instruments financiers**

S.O.

**I) Autres éléments**

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

**3. Modification de méthodes comptables**

S.O.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

	2019	2018
<b>4. Trésorerie et équivalents de trésorerie</b>		
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :		
Fonds en caisse et dépôts à vue	1 14 865 388	7 115 699
Découvert bancaire	2 ( ) ( )	
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	3	
<i>Autres éléments</i>		
-	4	
-	5	
-	6	
-	7	
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice</b>	<b>8 14 865 388</b>	<b>7 115 699</b>
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	9 219 450	79 890
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	10	
<b>Note</b>		
<b>5. Débiteurs</b>		
Taxes municipales	11 1 331 517	1 194 951
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	12	
Gouvernement du Québec et ses entreprises	13 7 465 989	7 989 645
Gouvernement du Canada et ses entreprises	14 1 482 115	5 636 112
Organismes municipaux	15 697 854	1 513 269
Autres		
- Droits de mutation	16 1 142 959	1 425 756
- Autres tiers	17 535 933	1 147 783
	18 12 656 367	18 907 516
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	19 5 965 298	5 084 293
Organismes municipaux	20	
Autres tiers	21	
	22 5 965 298	5 084 293
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	23 66 010	68 874
<b>Note</b>		
Les montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme portent intérêt à des taux variant de 1.90% à 4.48% (2.23% à 4.48% au 31 décembre 2018) et viennent à échéance au plus tard en 2039. En vertu d'ententes avec le gouvernement provincial, la Ville recevra sous forme de transferts, une compensation pour les intérêts qu'elle doit assumer pour ces dettes.		

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

<b>6. Prêts</b>	
Prêts à un office d'habitation	24
Prêts à un fonds d'investissement	25
Autres	
-	26
-	27
	28
<hr/>	
Provision pour moins-value déduite des prêts	29
<hr/>	
<b>Note</b>	
<hr/>	

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

		2019	2018
<b>7. Placements de portefeuille</b>			
Placements à titre d'investissement	30	402 126	393 009
Autres placements	31		
	32	402 126	393 009
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	33		
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	34		

**Note**

Le placement à titre d'investissement provient de la quote-part de la Ville de Sainte-Julie dans le fonds de garantie de franchise collective du Programme d'assurances de dommages UMQ pour les volets biens et responsabilité civile primaire. Cette quote-part est calculée en fonction des réclamations payées au 31 décembre 2019 et ne tient pas compte de provisions sur les réclamations en cours à cette date.

**8. Avantages sociaux futurs****Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs**

Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	35	(3 556 325)	(3 319 798)
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	36		
	37	<u>(3 556 325)</u>	<u>(3 319 798)</u>

**Charge de l'exercice**

Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	38	1 674 932	1 548 466
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	39		
Régimes à cotisations déterminées	40		
Autres régimes (REER et autres)	41		
Régimes de retraite des élus municipaux	42	71 961	63 710
	43	<u>1 746 893</u>	<u>1 612 176</u>

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

**Note****Impact de la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal (la « loi SFPR »).**

Des ententes ont été conclues avec le groupe des employés cadres en juillet 2017 et avec le groupe des employés syndiqués en février 2018 pour restructurer le régime en vertu des paramètres de la *Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal* (RLRQ, c. 15) (ci-après la « Loi »).

Des requêtes introductives d'instance en déclaration d'inconstitutionnalité et en nullité ont été déposées devant la Cour supérieure visant à faire annuler cette Loi. Puisque l'issue de ces démarches et l'ampleur des sommes en cause sont indéterminables, les incidences possibles de ces requêtes n'ont pas été prises en compte au 31 décembre 2019.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

---

**Note****9. Autres actifs financiers**

Propriétés destinées à la revente (note 16)	44		
Autres	45	1 552 000	1 406 000
	46	1 552 000	1 406 000

---

Lors de la scission du régime de retraite entre la Ville de Sainte-Julie et la RIPRSL, un montant appartenant aux régimes de la RIPRSL en vertu de la comptabilité distincte, est toujours considéré dans les actifs du régime de la Ville de Sainte-Julie. La comptabilité distincte n'est pas reconnu lors d'une scission de régime. La Ville de Sainte-Julie récupérera ce montant lorsqu'il y aura surplus actuariel dans la caisse de retraite et qu'elle pourra bénéficier d'un congé de cotisations.

---

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

2019

2018

**10. Emprunts temporaires**

La Ville dispose d'une marge de crédit de 4 000 000 \$ au taux préférentiel (3,95% au 31 décembre 2019 et 2018). Cette marge de crédit permet à la Ville de contracter des emprunts temporaires pour le paiement de dépenses d'administration. Pour ses opérations d'investissements, la Ville dispose également de marges de crédit spécifiques à certains règlements d'emprunt pour un montant de 20 575 000 \$ au taux préférentiel (3.95 % au 31 décembre 2019 et 2018). Ces marges sont remboursées à même l'argent provenant des taxes ou des obligations émises sous l'autorité desdits règlements.

La RIPRSL dispose d'une marge de crédit autorisée de 1 000 000 \$ au taux de base et la RISAVR dispose d'une marge de crédit autorisée de 500 000 \$ au taux de base plus 0.25%.

**11. Crédoeurs et charges à payer**

Fournisseurs	47	2 417 310	2 186 123
Salaires et avantages sociaux	48	1 466 514	1 418 083
Dépôts et retenues de garantie	49	1 522 756	1 737 421
Provision pour contestations d'évaluation	50	14 541	52 794
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	51		
Assainissement des sites contaminés	52		
Autres			
- Gouvernement du Québec	53	21 256	41 534
- Gouvernement du Canada	54	10 687	20 806
- Organismes municipaux	55	78 661	136 227
- Intérêts / dette long terme	56	118 954	122 146
- Autres crédoeurs	57	2 222 022	2 015 410
	58	7 872 701	7 730 544

**Note****12. Revenus reportés**

Taxes perçues d'avance	59	97 074	87 396
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	60		
Fonds de développement des territoires	61		
Fonds parcs et terrains de jeux	62	238 647	635 328
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	63		
Société québécoise d'assainissement des eaux	64		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	65		
Autres contributions des promoteurs	66		
Fonds de redevances réglementaires	67		
Autres			
- Revenus de l'année ultérieure	68	77 183	68 478
- Carrières - Revenus reportés	69	288 940	134 929
-	70		
-	71		
	72	701 844	926 131

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

**Note**

---

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

						<b>2019</b>	<b>2018</b>
<b>13. Dette à long terme</b>							
		<b>Taux d'intérêt</b>		<b>Échéance</b>			
		<b>de</b>	<b>à</b>	<b>de</b>	<b>à</b>		
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,40	2,95	2020	2024	73	45 689 104	45 113 442
Obligations et billets en monnaies étrangères					74		
Gains (pertes) de change reportés					75		
					76		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					77		
Organismes municipaux					78		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	2,65	3,90	2020	2023	79	150 309	144 345
Autres					80		
					81	45 839 413	45 257 787
Frais reportés liés à la dette à long terme					82	( 370 894 )	( 401 789 )
					83	45 468 519	44 855 998

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	<b>Obligations et billets</b>		<b>Autres dettes à long terme</b>		<b>Total 2019</b>			
	<b>Avec fonds d'amortissement</b>	<b>Sans fonds d'amortissement</b>	<b>Location-acquisition</b>	<b>Autres</b>				
2020	84	92	7 740 954	100	67 659	109	117	7 808 613
2021	85	93	9 656 350	101	55 501	110	118	9 711 851
2022	86	94	9 484 950	102	26 781	111	119	9 511 731
2023	87	95	8 850 000	103	368	112	120	8 850 368
2024	88	96	6 661 050	104		113	121	6 661 050
2025 et +	89	97	3 295 800	105		114	122	3 295 800
	90	98	45 689 104	106	150 309	115	123	45 839 413
Intérêts et frais accessoires			107 (		)		124 (	)
	91	99	45 689 104	108	150 309	116	125	45 839 413

**Note**

	<b>2019</b>	<b>2018</b>
<b>14. Actifs financiers nets (dette nette)</b>		
Revenant à (à la charge de)		
L'organisme municipal	126	(28 123 508)
Tiers		
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	127 (	(
Autres	128 (	(
	129	(28 123 508)
		(29 010 247)

**Note**

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

<b>15. Immobilisations</b>		<b>Solde au début</b>		<b>Addition</b>		<b>Cession / Ajustement</b>		<b>Solde à la fin</b>
<b>COÛT</b>								
Infrastructures								
Eau potable	130	30 881 414	158	915 371	185		212	31 796 785
Eaux usées	131	69 868 734	159	2 168 854	186		213	72 037 588
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	132	67 928 085	160	2 354 044	187		214	70 282 129
Autres	133	31 847 222	161	3 244 536	188		215	35 091 758
Réseau d'électricité	134		162		189		216	
Bâtiments	135	29 081 993	163	86 231	190		217	29 168 224
Améliorations locatives	136	121 726	164	50 483	191		218	172 209
Véhicules	137	9 320 464	165	657 240	192	360 695	219	9 617 009
Ameublement et équipement de bureau	138	3 324 558	166	126 216	193	145 010	220	3 305 764
Machinerie, outillage et équipement divers	139	9 654 507	167	510 427	194	44 091	221	10 120 843
Terrains	140	3 741 808	168		195		222	3 741 808
Autres	141	113 065	169		196		223	113 065
	142	<u>255 883 576</u>	170	<u>10 113 402</u>	197	<u>549 796</u>	224	<u>265 447 182</u>
Immobilisations en cours	143	<u>1 119 377</u>	171	<u>(474 610)</u>	198		225	<u>644 767</u>
	144	<u>257 002 953</u>	172	<u>9 638 792</u>	199	<u>549 796</u>	226	<u>266 091 949</u>
<b>AMORTISSEMENT CUMULÉ</b>								
Infrastructures								
Eau potable	145	14 971 123	173	896 666	200		227	15 867 789
Eaux usées	146	29 885 926	174	1 571 655	201		228	31 457 581
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	147	32 438 080	175	2 225 700	202		229	34 663 780
Autres	148	12 785 003	176	1 591 514	203		230	14 376 517
Réseau d'électricité	149		177		204		231	
Bâtiments	150	14 583 190	178	935 382	205		232	15 518 572
Améliorations locatives	151	118 204	179	1 094	206		233	119 298
Véhicules	152	5 397 953	180	491 384	207	359 789	234	5 529 548
Ameublement et équipement de bureau	153	2 785 972	181	218 051	208	145 010	235	2 859 013
Machinerie, outillage et équipement divers	154	7 794 263	182	259 816	209	41 836	236	8 012 243
Autres	155	<u>106 326</u>	183	<u>2 332</u>	210		237	<u>108 658</u>
	156	<u>120 866 040</u>	184	<u>8 193 594</u>	211	<u>546 635</u>	238	<u>128 512 999</u>
<b>VALEUR COMPTABLE NETTE</b>	157	<u>136 136 913</u>					239	<u>137 578 950</u>
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations								
Coût	240	565 745	243	116 011	245	129 761	247	551 995
Amortissement cumulé	241	(357 716)	244	(85 809)	246	(128 855)	248	(314 670)
Valeur comptable nette	242	<u>208 029</u>					249	<u>237 325</u>

**Note**

La ville a acquis des immobilisations, dont un solde de 1 824 885 \$ au 31 décembre 2019

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

(2 318 957 \$ au 31 décembre 2018) est inclus dans les créditeurs et charges à payer.

---

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

		2019	2018
<b>16. Propriétés destinées à la revente</b>			
Immeubles de la réserve foncière	250		
Immeubles industriels municipaux	251	523 720	523 720
Autres	252		
	253	523 720	523 720
<hr/>			
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	254		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	255	523 720	523 720
<hr/>			
<b>Note</b>			

<b>17. Autres actifs non financiers</b>			
Frais payés d'avance			
- Assurances et autres	256	279 792	250 094
-	257		
-	258		
Autres			
-	259		
-	260		
	261	279 792	250 094
<hr/>			
<b>Note</b>			

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

**18. Obligations contractuelles**

Au cours des exercices 2019 et antérieurs, la Ville de Sainte-Julie, la RIPRSL et la RISAVR ont accordé des contrats à long terme à différents organismes ou entreprises échéant à différentes dates jusqu'en décembre 2025, pour une somme totalisant 19 796 999 \$ dont 19 532 199 \$ pour la Ville, 238 805 \$ pour la RIPRSL et 25 995 \$ pour la RISAVR. Pour pourvoir à ces engagements, la Ville, la RIPRSL et la RISAVR devront prévoir les sommes suivantes au cours des cinq prochains exercices financiers:

2020 :	15 615 358 \$
2021 :	1 338 059 \$
2022 :	841 264 \$
2023 :	987 115 \$
2024 :	<u>1 015 203 \$</u>
	19 796 999 \$

**19. Droits contractuels**

La Ville reçoit annuellement du ministère des Affaires municipales et de l'habitation des subventions pour rembourser le capital et les intérêts sur des emprunts à long terme contractés pour le financement de projets d'immobilisations et d'infrastructures terminés. Les subventions pour le remboursement des intérêts totalisent 1 602 502 \$ sur une période de 20 ans. L'échéancier de ces subventions est de 190 344 \$ en 2020, 168 606 \$ en 2021, 153 407 \$ en 2022, 143 470 \$ en 2023, 137 575 \$ en 2024 et 809 100 \$ au cours des années suivantes.

La municipalité a conclu des contrats de location de locaux et de terrains échéant à différentes dates jusqu'en 2024, prévoyant la perception de loyers totalisant 2 062 822 \$. Les revenus de location à percevoir au cours des cinq prochains exercices s'élèvent à 626 011 \$ en 2020, à 629 690 \$ en 2021, à 331 660 \$ en 2022, 320 323 \$ en 2023 ainsi qu'une somme 155 138 \$ en 2024.

**20. Passifs éventuels**

S.O.

**a) Cautionnements et garanties**

Description	Montant initial des cautions	Solde des cautionnements	
		2019	2018
CCSSJ	15 000 000	15 000 000	15 000 000
	262	15 000 000	15 000 000

La Ville de Sainte-Julie assume une responsabilité éventuelle en se portant garante d'emprunts consentis au Centre de la Culture et du Sport de Sainte-Julie, organisme non compris dans son périmètre comptable, pour un montant maximum de 15 000 000 \$. Au 31 décembre 2019, le solde de ces emprunts est de 15 766 095 \$.

**b) Auto-assurance**

La Ville assume l'auto-assurance de l'invalidité court terme pour tous ses employés.

La RIPRSL assume l'auto-assurance de l'invalidité court terme conjointement avec un programme de supplément au chômage pour les employés cadres.

**c) Poursuites**

Au 31 décembre 2019, les réclamations en instance contre la Ville s'élèvent à environ 7.35 M\$. Il est impossible pour le moment de déterminer le dénouement de ces réclamations. Pour certaines réclamations, elles pourront être prises en charges par les compagnies

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

d'assurances, et pour les autres, la Ville a comptabilisé aux livres une provision jugée raisonnable.

Dans l'éventualité où il y aurait obligation d'acquitter ces réclamations, la Ville pourrait utiliser les ressources financières prévues à cette fin, soit la provision pour réclamations, un règlement d'emprunt à cet effet ou l'utilisation de surplus non affectés et/ou affectés ou une combinaison de ces diverses sources de financement.

La RIPRSL fait l'objet de deux réclamations totalisant 495 000 \$ qui ont été intentées par deux citoyens suite à deux incidents survenus sur son territoire. Les audiences pour chacun de ces dossiers sont présentement en cours et il est actuellement impossible d'évaluer le dénouement de ces litiges et les montants que la régie pourrait, le cas échéant devoir verser. Aucune provision n'a été comptabilisée dans les états financiers et tout règlement concernant ces poursuites sera enregistré dans les résultats de l'exercice en cours.

**d) Autres**

S.O.

**21. Actifs éventuels**

S.O.

**22. Redressement aux exercices antérieurs**

S.O.

**23. Données budgétaires**

L'état consolidé des résultats et l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec des données budgétaires consolidées. Le budget consolidé constitue la combinaison du budget non consolidé adopté par l'administration municipale et des budgets adoptés par les organismes incluent dans le périmètre comptable, après élimination des opérations réciproques.

Une comparaison avec le budget non consolidé adopté par l'administration municipale est également présentée dans les informations sectorielles consolidées.

**24. Instruments financiers**

S.O.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

**25. Fonds de roulement**

La municipalité possède un fonds de roulement dont le capital est fixé à 5 000 000 \$. Les remboursements en capital sur les sommes empruntées à même ce fonds doivent être effectués sur une période maximum de 10 ans et se font à même les activités financières de fonctionnement.

---

**26. Événements postérieurs à la date de la situation financière**

Après la fin de l'exercice, l'éclosion d'une nouvelle souche de coronavirus (COVID-19) a entraîné une crise sanitaire mondiale majeure qui continue d'avoir des incidences sur l'économie globale et sur les marchés financiers à la date de mise au point définitive des états financiers.

Ces événements sont susceptibles d'entraîner des modifications importantes sur l'actif ou le passif au cours du prochain exercice ou d'avoir des répercussions importantes sur les activités futures. La Ville a pris et continuera à prendre des mesures suite à ces événements afin de minimiser les répercussions. Cependant, il est impossible de déterminer toutes les incidences financières de ces événements pour le moment.

---

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES**  
**RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

		<b>Réalisations 2018</b>	<b>Budget 2019</b>	<b>Réalisations 2019</b>			
		<b>Administration municipale</b>	<b>Administration municipale</b>	<b>Administration municipale</b>	<b>Ventilation de l'amortissement</b>	<b>Organismes contrôlés et partenariats</b>	<b>Total consolidé<sup>1</sup></b>
<b>Revenus</b>							
<b>Fonctionnement</b>							
Taxes	1	36 993 063	37 926 065	38 453 563			38 453 563
Compensations tenant lieu de taxes	2	729 688	680 034	669 107			669 107
Quotes-parts	3					6 397 380	
Transferts	4	982 452	864 025	905 948			905 948
Services rendus	5	1 878 682	1 767 633	1 966 824		614 574	2 362 712
Imposition de droits	6	3 720 381	1 981 900	3 757 301		12 731	3 770 032
Amendes et pénalités	7	306 106	246 000	441 423		780 221	1 221 644
Revenus de placements de portefeuille	8						
Autres revenus d'intérêts	9	229 066	304 000	501 779		83 479	585 258
Autres revenus	10	816 537	857 343	916 423		58 133	974 556
Effet net des opérations de restructuration	11						
	12	45 655 975	44 627 000	47 612 368		7 946 518	48 942 820
<b>Investissement</b>							
Taxes	13						
Quotes-parts	14					57 998	57 998
Transferts	15	3 056 657	6 112 890	177 430			177 430
Imposition de droits	16						
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	17	333 019	6 494 782				
Autres	18	798 575	926 422	524 579		44 820	569 399
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19						
	20	4 188 251	13 534 094	702 009		102 818	804 827
	21	49 844 226	58 161 094	48 314 377		8 049 336	49 747 647
<b>Charges</b>							
Administration générale	22	6 994 460	7 309 683	6 916 384	292 332		7 208 716
Sécurité publique	23	7 617 552	7 737 912	7 759 458	370 624	5 807 370	8 806 022
Transport	24	5 988 640	6 347 405	5 935 915	3 121 919		9 057 834
Hygiène du milieu	25	7 280 379	7 691 306	7 577 403	2 414 395	1 479 955	10 134 516
Santé et bien-être	26	252 814	256 286	261 569			261 569
Aménagement, urbanisme et développement	27	1 248 706	1 494 457	1 369 498	14 681		1 384 179
Loisirs et culture	28	7 518 107	8 261 148	7 842 373	1 364 319	314 691	9 373 984
Réseau d'électricité	29						
Frais de financement	30	962 516	1 105 312	995 490		210 270	1 205 760
Effet net des opérations de restructuration	31						
Amortissement des immobilisations	32	7 732 016	8 191 640	7 578 270	( 7 578 270 )		
	33	45 595 190	48 395 149	46 236 360		7 812 286	47 432 580
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	34	4 249 036	9 765 945	2 078 017		237 050	2 315 067

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES  
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

		Réalisations 2018	Budget 2019	Réalizations 2019		Total consolidé <sup>1</sup>
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	1	4 249 036	9 765 945	2 078 017	237 050	2 315 067
Moins: revenus d'investissement	2	( 4 188 251 )	( 13 534 094 )	( 702 009 )	( 102 818 )	( 804 827 )
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales</b>	3	60 785	(3 768 149)	1 376 008	134 232	1 510 240
<b>CONCILIATION À DES FINS FISCALES</b>						
<i>Ajouter (déduire)</i>						
<b>Immobilisations</b>						
Amortissement	4	7 732 016	8 191 640	7 578 270	615 324	8 193 594
Produit de cession	5	2 000		22 415	8 763	31 178
(Gain) perte sur cession	6	6 946		(20 160)	(7 857)	(28 017)
Réduction de valeur / Reclassement	7					
	8	7 740 962	8 191 640	7 580 525	616 230	8 196 755
<b>Propriétés destinées à la revente</b>						
Coût des propriétés vendues	9					
Réduction de valeur / Reclassement	10					
	11					
<b>Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux</b>						
Remboursement ou produit de cession	12	41 668				
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13					
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14	30 687		51 793		51 793
	15	72 355		51 793		51 793
<b>Financement</b>						
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16	88 723		121 256		121 256
Remboursement de la dette à long terme	17	( 4 136 784 )	( 3 841 209 )	( 4 341 107 )	( 353 334 )	( 4 694 441 )
	18	(4 048 061)	(3 841 209)	(4 219 851)	(353 334)	(4 573 185)
<b>Affectations</b>						
Activités d'investissement	19	( 172 651 )	( 133 736 )	( 85 890 )	( 49 613 )	( 135 503 )
<b>Excédent (déficit) accumulé</b>						
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20	50 000				
Excédent de fonctionnement affecté	21	1 015 757	239 516	783 637	1 008 536	1 792 173
Réserves financières et fonds réservés	22	(859 485)	(626 062)	(601 750)	(67 196)	(668 946)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23	(62 000)	(62 000)	(62 000)	(54 507)	(116 507)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24					
	25	(28 379)	(582 282)	33 997	837 220	871 217
	26	3 736 877	3 768 149	3 446 464	1 100 116	4 546 580
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales</b>	27	3 797 662		4 822 472	1 234 348	6 056 820

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES  
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

		<u>Réalisations 2018</u>		<u>Réalisations 2019</u>	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé <sup>1</sup>
<b>Revenus d'investissement</b>	1	4 188 251	702 009	102 818	804 827
<b>CONCILIATION À DES FINS FISCALES</b>					
<i>Ajouter (déduire)</i>					
<b>Immobilisations</b>					
Acquisition					
Administration générale	2	( 136 362 )	( 80 846 )	( )	( 80 846 )
Sécurité publique	3	( 55 290 )	( 467 517 )	( 245 945 )	( 713 462 )
Transport	4	( 4 476 187 )	( 3 486 457 )	( )	( 3 486 457 )
Hygiène du milieu	5	( 2 158 820 )	( 2 904 952 )	( 37 595 )	( 2 942 547 )
Santé et bien-être	6	( )	( )	( )	( )
Aménagement, urbanisme et développement	7	( 33 383 )	( 56 991 )	( )	( 56 991 )
Loisirs et culture	8	( 2 126 106 )	( 2 301 789 )	( 56 700 )	( 2 358 489 )
Réseau d'électricité	9	( )	( )	( )	( )
	10	( 8 986 148 )	( 9 298 552 )	( 340 240 )	( 9 638 792 )
<b>Propriétés destinées à la revente</b>					
Acquisition	11	( )	( )	( )	( )
<b>Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux</b>					
Émission ou acquisition	12	( 74 214 )	( 60 910 )	( )	( 60 910 )
<b>Financement</b>					
Financement à long terme des activités d'investissement	13	4 887 715	4 214 883	74 954	4 289 837
<b>Affectations</b>					
Activités de fonctionnement	14	172 651	85 890	49 613	135 503
Excédent accumulé					
Excédent de fonctionnement non affecté	15				
Excédent de fonctionnement affecté	16	1 307 000	115 422	35 943	151 365
Réserves financières et fonds réservés	17	1 161 176	929 173	76 912	1 006 085
	18	2 640 827	1 130 485	162 468	1 292 953
	19	(1 531 820)	(4 014 094)	(102 818)	(4 116 912)
<b>Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales</b>	20	2 656 431	(3 312 085)		(3 312 085)

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES**  
**SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES**  
**AU 31 DÉCEMBRE 2019**

		<u>2018</u>	<u>Administration</u>	<u>2019</u>	<u>Total</u>
		Administration	municipale	Organismes	consolidé <sup>1</sup>
			municipale	contrôlés et	
				partenariats	
<b>ACTIFS FINANCIERS</b>					
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	3 992 755	11 576 100	3 289 288	14 865 388
Débiteurs (note 5)	2	18 229 946	11 858 194	798 469	12 656 367
Prêts (note 6)	3				
Placements de portefeuille (note 7)	4	393 009	402 126		402 126
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5				
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6				
Autres actifs financiers (note 9)	7	1 406 000	1 552 000		1 552 000
	8	24 021 710	25 388 420	4 087 757	29 475 881
<b>PASSIFS</b>					
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9				
Emprunts temporaires (note 10)	10				
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	6 934 502	7 060 784	812 213	7 872 701
Revenus reportés (note 12)	12	920 472	692 341	9 503	701 844
Dette à long terme (note 13)	13	40 257 507	41 140 365	4 328 154	45 468 519
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14	2 758 000	2 967 000	589 325	3 556 325
	15	50 870 481	51 860 490	5 739 195	57 599 389
<b>ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)</b>	16	(26 848 771)	(26 472 070)	(1 651 438)	(28 123 508)
<b>ACTIFS NON FINANCIERS</b>					
Immobilisations (note 15)	17	126 595 110	128 313 137	9 265 813	137 578 950
Propriétés destinées à la revente (note 16)	18	523 720	523 720		523 720
Stocks de fournitures	19	394 431	361 520	28 592	390 112
Autres actifs non financiers (note 17)	20	200 968	217 168	62 624	279 792
	21	127 714 229	129 415 545	9 357 029	138 772 574
<b>EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ</b>					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	22	4 104 516	4 983 196	775 585	5 758 781
Excédent de fonctionnement affecté	23	4 535 758	7 330 486	1 875 806	9 206 292
Réserves financières et fonds réservés	24	807 222	729 798	321 452	1 051 250
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	25	( 1 861 234 )	( 1 862 991 )	( 148 653 )	( 2 011 644 )
Financement des investissements en cours	26	337 236	(2 974 849)		(2 974 849)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	27	92 941 960	94 737 835	4 881 401	99 619 236
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	28				
	29	100 865 458	102 943 475	7 705 591	110 649 066

1. Le total consolidé exclut les soldes réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**CHARGES PAR OBJETS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

		<b>Administration municipale</b>		<b>Données consolidées</b>	
		<b>Budget 2019</b>	<b>Réalisations 2019</b>	<b>Réalisations 2019</b>	<b>Réalisations 2018</b>
<b>Rémunération</b>	1	12 140 852	11 767 329	16 089 929	15 440 132
<b>Charges sociales</b>	2	3 052 491	3 409 651	4 639 291	4 364 291
<b>Biens et services</b>					
Services obtenus d'organismes municipaux					
Compensations pour services municipaux	3				
Ententes de services					
Services de transport collectif	4				
Autres services	5				
Autres biens et services	6	8 834 869	8 472 359	9 855 795	9 363 425
<b>Frais de financement</b>					
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge					
De l'organisme municipal	7	985 334	855 469	866 408	826 139
D'autres organismes municipaux	8				
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	9	112 978	128 826	128 826	93 145
D'autres tiers	10			123 927	126 227
Autres frais de financement	11	7 000	11 195	86 599	120 186
<b>Contributions à des organismes</b>					
Organismes municipaux					
Quotes-parts	12	13 750 309	13 090 729	6 525 679	6 721 795
Transferts	13				
Autres	14				
Autres organismes					
Transferts	15				
Autres	16	893 915	743 914	743 914	870 345
<b>Amortissement des immobilisations</b>	17	8 191 640	7 578 270	8 193 594	8 336 647
<b>Autres</b>					
-	18	425 761	178 618	178 618	380 570
-	19				
-	20				
	21	48 395 149	46 236 360	47 432 580	46 642 902

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**FONDS LOCAL D'INVESTISSEMENT**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

2019

2018

**RÉSULTATS**

**Revenus**

Revenus sur les placements de portefeuille	1
Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement	2
Autres revenus	3
	4

**Charges**

Créances douteuses	
Radiation de prêts et de placements de portefeuille	5
Variation de la provision pour moins-value	6
	7
Autres charges	8
	9
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	<b>10</b>

**SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE**

**Actifs**

Trésorerie et équivalents de trésorerie	11
Placements de portefeuille	12
Débiteurs	13
Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	14
Provision pour moins-value	15 (                    ) (                    )
	16
	17

**Passifs**

Créditeurs et charges à payer	18
Revenus reportés	19
Dette à long terme	20
	21
<b>Solde du Fonds local d'investissement</b>	<b>22</b>

**VENTILATION DE LA TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE**  
**ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE**

Libres	23
Supportant les engagements de prêts	24
Supportant les garanties de prêts	25
	26

**Note sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement, y compris leur radiation s'il y a lieu**

**Note sur la dette à long terme**

**Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts**

**Note sur les éventualités relatives aux garanties de prêts**

**Note sur les autres revenus et les autres charges**



**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**FONDS DE GESTION ET DE MISE EN VALEUR DU TERRITOIRE**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

2019

2018

**RÉSULTATS**

**Revenus**

Revenus provenant de la gestion foncière	1
Revenus provenant de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier	2
	3

**Charges**

Frais de gestion	
Salaires	4
Créances douteuses	5
Autres frais de gestion	6
	7

Activités et projets de mise en valeur du territoire

-	8
-	9
-	10
-	11
-	12
-	13
	14
	15

**Excédent (déficit) de l'exercice**

16

**SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE**

**Actifs**

Trésorerie et équivalents de trésorerie	17
Placements de portefeuille	18
Débiteurs	19
Provision pour créances douteuses	20 (                    ) (                    )
	21
Autres	22
	23

**Passifs**

Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	24
Créditeurs et charges à payer	25
Revenus reportés	
Provenant de la gestion foncière	26
Provenant de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier	27
Autres	28
Autres	29
	30
<b>Solde du Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire</b>	31

**Note sur les autres actifs**

---

**Note sur les créditeurs et charges à payer**

---

**Note sur les autres revenus reportés**

---

**Note sur les autres passifs**

---

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ**  
**AU 31 DÉCEMBRE 2019**

		2019	2018
<b>Excédent (déficit) accumulé</b>			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	5 758 781	4 961 741
Excédent de fonctionnement affecté	2	9 206 292	6 289 788
Réserves financières et fonds réservés	3	1 051 250	988 651
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4	( 2 011 644 )	( 2 064 395 )
Financement des investissements en cours	5	(2 974 849)	337 236
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	99 619 236	97 820 978
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7	-	-
	8	110 649 066	108 333 999
<b>VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS</b>			
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté</b>			
Administration municipale	9	4 983 196	4 104 516
Organismes contrôlés et partenariats <sup>1</sup>	10	775 585	857 225
	11	5 758 781	4 961 741
<b>Excédent de fonctionnement affecté</b>			
Administration municipale			
- Engagements	12	156 918	48 906
- Tournoi de golf	13	5 019	234
- Pistes cyclables	14		12 535
- Immobilisations	15	4 289 370	1 517 257
- Transport en commun	16	111 869	
- Éventualités	17	912 000	912 000
- Matières résiduelles	18	841 770	1 081 286
- Élections	19	100 000	50 000
- Espaces verts - Vilamo	20	913 540	913 540
	21	7 330 486	4 535 758
Organismes contrôlés et partenariats <sup>1</sup>			
- Exercices suivants	22	941 303	1 039 805
- Projets spéciaux	23	583 342	319 121
-	24	351 161	395 104
	25	1 875 806	1 754 030
	26	9 206 292	6 289 788
<b>Réserves financières et fonds réservés</b>			
Réserves financières - Administration municipale			
-	27		
-	28		
-	29		
-	30		
-	31		
	32		
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats			
-	33		
-	34		
-	35		
	36		
<b>Fonds réservés</b>			
Fonds de roulement			
Administration municipale	37	716 379	466 100
Organismes contrôlés et partenariats	38	219 450	79 427
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Montant réservé pour le service de la dette à long terme			
Administration municipale	39	13 419	341 122
Organismes contrôlés et partenariats	40	102 002	102 002
Montant non réservé			
Administration municipale	41		
Organismes contrôlés et partenariats	42		
Fonds local d'investissement	43		
Fonds local de solidarité	44		
Autres			
-	45		
-	46		
	47	1 051 250	988 651
	48	1 051 250	988 651

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)**  
**AU 31 DÉCEMBRE 2019**

	2019	2018
<b>VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)</b>		
<b>Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir</b>		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 <sup>er</sup> janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	49 ( 89 059 )	( 98 732 )
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	50 ( )	( )
Avantages postérieurs au 1 <sup>er</sup> janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	51 ( )	( 50 000 )
Autres	52 ( 125 853 )	( 190 725 )
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	53 ( )	( )
	54 ( 214 912 )	( 339 457 )
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	55 ( )	( )
Assainissement des sites contaminés	56 ( )	( )
Appariement fiscal pour revenus de transfert	57 ( )	( )
Autres		
- Scission du régime de retraite	58 ( 874 820 )	( 874 820 )
-	59 ( )	( )
	60 ( 1 089 732 )	( 1 214 277 )
Mesures d'allègement fiscal transitoires		
Modifications comptables du 1 <sup>er</sup> janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	61 ( )	( )
Intérêts sur la dette à long terme	62 ( )	( )
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	63 ( )	( )
Utilisation du fonds de roulement	64 ( )	( )
Mesure relative aux frais reportés	65 ( )	( )
Autres		
-	66 ( )	( )
-	67 ( )	( )
	68 ( )	( )
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	69 ( )	( )
Frais d'émission de la dette à long terme	70 ( (56 259) )	( (64 296) )
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	71 ( )	( )
Autres		
- Dépenses non capitalisables	72 ( 978 171 )	( 914 414 )
-	73 ( )	( )
	74 ( 921 912 )	( 850 118 )
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	75	
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	76	
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	77	
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	78	
Autres	79	
-	80	
	81 ( 2 011 644 )	( 2 064 395 )

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)**  
**AU 31 DÉCEMBRE 2019**

	2019	2018
<b>VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)</b>		
<b>Financement des investissements en cours</b>		
Financement non utilisé	82 633 062	1 254 356
Investissements à financer	83 ( 3 607 911 ) (	917 120 )
	84 (2 974 849)	337 236
<b>Investissement net dans les immobilisations et autres actifs</b>		
Éléments d'actif		
Immobilisations	85 137 578 950	136 136 913
Propriétés destinées à la revente	86 523 720	523 720
Prêts	87	
Placements de portefeuille à titre d'investissement	88 402 126	393 009
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	89	
	90 138 504 796	137 053 642
Ajustements aux éléments d'actif	91	
	92 138 504 796	137 053 642
Éléments de passif correspondant		
Dettes à long terme	93 ( 45 468 519 ) (	44 855 998 )
Frais reportés liés à la dette à long terme	94 ( 370 894 ) (	401 789 )
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	95 5 965 298	5 084 293
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	96 883 334	814 621
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	97 105 221	126 209
	98 ( 38 885 560 ) (	39 232 664 )
Dettes en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	99 ( ) (	)
	100 ( 38 885 560 ) (	39 232 664 )
	101 99 619 236	97 820 978

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS  
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

**A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES**

	Régimes de retraite enregistrés	Régimes supplémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1 <u>4</u>	2 <u>        </u>

**Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements**

La Ville de Sainte-Julie offre à l'ensemble de ses employés un régime de retraite contributif à prestations déterminées. En vertu du régime, les employés sont répartis en deux groupes distincts soient les employés cadres et les employés syndiqués.

L'âge normal de retraite est de 65 ans. Toutefois, le participant peut prendre une retraite facultative à compter de 55 ans si la somme de l'âge et des années de service atteint 85.

La rente de retraite au titre des services crédités pour les deux groupes d'employés est calculée à 2% du salaire final multiplié par le nombre d'années de service reconnu à compter du 1er janvier 1997. Avant cette date, le taux est de 1,3% jusqu'à concurrence du maximum des gains admissibles et de 2% pour l'excédent.

De plus, les employés cadres et les employés syndiqués bénéficient d'une rente de rattachement de 0,7% et de 0,35% respectivement basée sur le salaire final avant la retraite pour les années de service reconnu jusqu'au 31 décembre 1996; cette rente cesse à 65 ans.

Des prestations sont également versées lors de la cession de la participation résultant du décès ou de la cession d'emploi avant la retraite.

La cotisation salariale des employés cadres est de 10,83 % du salaire et celle des employés syndiqués correspond à 9,80% du salaire. La cotisation patronale est de 10,83 % du salaire pour les employés cadres et de 9,80% du salaire pour les employés syndiqués.

Le Régime complémentaire de retraite des employés de la Ville de Sainte-Julie est administré par un Comité de retraite composé de 10 membres. Le Comité a délégué certains de ses pouvoirs à des firmes spécialisées qui agissent comme actuaire, gestionnaire et gardien des valeurs de la caisse de retraite.

Le Comité a également adopté une politique de placement qui a comme objectif de formuler les principes et les règles que doit suivre le gestionnaire tout en s'assurant d'obtenir un taux de rendement maximum à l'intérieur d'un niveau de risque acceptable.

De plus, le Comité s'est doté, pour sa gouvernance, de règles de régie interne concernant l'administration du régime.

L'évaluation actuarielle la plus récente est en date du 31 décembre 2017.

**RIPRSL**

Au 1er janvier 2008, la RIPRSL a mis en place un régime de retraite à prestations déterminées pour chacun des groupes suivants: policiers syndiqués, cadres et employés de bureau et préposés aux communications.

Les régimes capitalisés auprès de Retraite Québec font l'objet d'évaluations actuarielles triennales. Le régime des policiers a fait l'objet d'une évaluation actuarielle au 31 décembre 2016, le régime des cadres a fait l'objet d'une évaluation actuarielle au 31 décembre 2018 et le régime des employés de bureau a fait l'objet d'une évaluation actuarielle au 31 décembre 2017.

**Date de la retraite**

a) Date de la retraite normale: 65 ans

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS  
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

b) Date de la retraite facultative:

Relativement aux années de services reconnus antérieures au 1er janvier 2008:  
En fonction des dispositions du régime antérieur applicable, (annexes A,B et C des règlements des régimes)

Relativement aux années de services reconnus à compter du 1er janvier 2008:

i) **Policiers syndiqués:** Tout participant peut prendre sa retraite le premier jour de tout mois coïncidant avec ou suivant immédiatement la date à laquelle il atteint l'âge de 55 ans. Nonobstant ce qui précède, tout participant actif anciennement du régime antérieur de retraite de la Ville de Sainte-Julie dont l'âge et les années de service totalisent 85 peut prendre sa retraite le premier jour de tout mois précédant la date normale de sa retraite.

ii) **Cadres et employés de bureau et préposés aux communications:** Tout participant actif âgé de 58 ans et plus dont l'âge et les années de service totalisent 80 peut prendre sa retraite le premier jour de tout mois précédant la date de retraite normale.

c) Date de la retraite anticipée

Tout participant peut prendre sa retraite à compter de son 55e anniversaire de naissance. (exception les policiers 50e anniversaire). Sa rente est alors réduite de 1/3% par mois (4% par année) pour chaque mois d'anticipation entre la date de la retraite anticipée et la date initiale de la retraite facultative.

**Créances de rente**

a) Rente de base

Pour les années de services reconnues antérieures au 1er janvier 2008:  
En fonction des dispositions des régimes antérieurs applicables (annexes A,B et C du règlement du régime).

Pour les années de services reconnues à compter du 1er janvier 2008:  
2% de la moyenne des trois meilleurs salaires précédant la date de la retraite. (exception: 2% de la moyenne des cinq meilleurs salaires précédant la date de la retraite pour les employés de bureau et les préposés aux communications).

b) Rente de raccordement

Pour les années de services reconnues antérieures au 1er janvier 2008:  
En fonction des dispositions du régime antérieur applicables (annexes A,B et C du règlement du régime).

Pour les années de services reconnues à compter du 1er janvier 2008:  
0,5% de la moyenne des trois meilleurs salaires précédant la date de la retraite. (exception: 0,35% de la moyenne des cinq meilleurs salaires précédant la date de la retraite pour les employés de bureau et les préposés aux communications).

**Prestation en cas de cessation de service**

Outre ce qui est prévu par la Loi, lorsqu'un participant quitte le service pour toute raison autre que le décès ou la retraite, il a le choix entre l'une ou l'autre des options suivantes:

a) Une rente différée payable à la date normale de la retraite, dont le montant est égal à la rente créditée à la date de cessation d'emploi.

b) Le transfert immobilisé de la valeur actuelle de la rente prévue en a).

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS  
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

**Prestation de décès avant la retraite**

Remboursement de la valeur actuelle de la rente accumulée par le participant avant son décès.

**Prestation de décès après la retraite**

Pour les années de services reconnues antérieures au 1er janvier 2008:  
En fonction des dispositions des régimes antérieurs applicables (annexes A,B et C du règlement du régime).

Pour les années de services reconnues à compter du 1er janvier 2008:  
La rente continue, s'il y a lieu, à être versée au bénéficiaire désigné jusqu'à ce que 120 versements mensuels aient été reçus par le participant et son bénéficiaire, exception de 60 versements garantis au volet courant pour le régime des employés de bureau et des préposés aux communications.

**Invalidité**

Pour le régime des policiers syndiqués, il y a exonération des cotisations salariales durant toute la période d'invalidité au cours de laquelle l'employé reçoit des prestations en vertu du régime d'assurance invalidité longue durée. Les prestations au cours de cette période sont fondées sur le salaire que recevait le participant au début de l'invalidité.

**Indexation après la retraite**

Pour les années de services reconnues à compter du 1er janvier 2008:  
Les excédents d'actif constatés aux évaluations actuarielles futures déterminent si les rentes seront indexées dans le futur de façon ponctuelle. L'indexation des participants retraités au sens de la Loi RRSB est de 23,55% de l'IPC, sujet à un maximum de 2% pour les employés cadres et de 50% de l'IPC, sujet à un maximum de 2% pour les policiers syndiqués.

**Règle du 50% (cotisations excédentaires)**

Lors de la cessation de service, du décès ou lors de la retraite, l'employeur doit financer au moins 50% de la valeur de toute prestation résultant des années de services reconnues à compter du 1er janvier 1990.

**Cotisations salariales**

a) Policiers syndiqués: 50% de la somme recommandée par l'actuaire, qui permet l'acquittement des remboursements et des prestations prévues par le régime au titre des services reconnus et effectués au cours dudit exercice et des frais engagés par la caisse de retraite au cours de cet exercice. En plus de cette cotisation, les employés doivent verser 50% de la cotisation d'équilibre requise pour amortir tout manque d'actif de la caisse, s'il en est, sur la période prescrite en vertu de la Loi. Dans l'évaluation actuarielle au 31 décembre 2016, l'actuaire recommande une cotisation salariale de 11,39% à l'égard des services postérieurs à la date d'évaluation.

b) Cadres: 50% de la somme recommandée par l'actuaire qui permet l'acquittement des remboursements et des prestations prévues par le régime au titre des services reconnus effectués au cours dudit exercice et des frais engagés par la caisse de retraite au cours cet exercice. En plus de cette cotisation, les employés doivent verser 50% de la cotisation d'équilibre requise pour amortir tout manque d'actif de la caisse, s'il en est, sur la période prescrite en vertu de la Loi. Dans l'évaluation actuarielle au 31 décembre 2018, l'actuaire recommande une cotisation salariale de 9,85% à l'égard des services postérieurs à la date d'évaluation.

c) Employés de bureau et préposés aux communications : 50% de la somme recommandée par

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS  
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

l'actuaire qui permet l'acquittement des remboursements et des prestations prévues par le régime au titre des services reconnus et effectués au cours dudit exercice et des frais engagés par la caisse de retraite au cours de cet exercice. En plus de cette cotisation, les employés doivent verser 50% de la cotisation d'équilibre requise pour amortir tout manque d'actif de la caisse, s'il en est, sur la période prescrite en vertu de la Loi. Dans l'évaluation actuarielle au 31 décembre 2017, l'actuaire recommande une cotisation salariale de 10,45% à l'égard des services postérieurs à la date d'évaluation.

**Cotisation patronale**

Volet courant : 50% de la somme recommandée par l'actuaire, qui permet l'acquittement des remboursements et des prestations prévues par la régime au titre des services reconnus et effectués au cours dudit exercice et des frais engagés par la caisse de retraite au cours de cet exercice. En vertu des dernières évaluations actuarielles, la cotisation patronale est de 11,39% pour les policiers syndiqués, 9,85% pour les cadres et 10,45% pour les employés de bureau et préposés aux télécommunications. En plus de cette cotisation, l'employeur doit verser 50% de la cotisation d'équilibre requise pour amortir tout manque d'actif de la caisse, s'il en est, sur la période maximale prescrite en vertu de la Loi.

Volet antérieur : Au cours de chaque exercice financier, l'employeur verse la cotisation d'équilibre requise pour amortir tout manque d'actif de la caisse, s'il en est, sur la période maximale prescrite en vertu de la Loi.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS  
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

	<u>2019</u>	<u>2018</u>
<b>Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs</b>		
Actif (passif) au début de l'exercice	3 (3 319 798)	(3 012 011)
Charge de l'exercice	4 ( 1 674 932 )	( 1 548 466 )
Cotisations versées par l'employeur	5 1 438 405	1 240 679
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6 <u>(3 556 325)</u>	<u>(3 319 798)</u>
<b>Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation</b>		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7 59 897 202	56 235 034
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8 ( <u>60 902 988</u> )	( <u>57 500 307</u> )
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9 (1 005 786)	(1 265 273)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10 (998 539)	(648 525)
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11 (2 004 325)	(1 913 798)
Provision pour moins-value	12 ( <u>1 552 000</u> )	( <u>1 406 000</u> )
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13 <u>(3 556 325)</u>	<u>(3 319 798)</u>
<b>Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs</b>		
Nombre de régimes en cause	14 <u>4</u>	<u>4</u>
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15 59 897 202	56 235 034
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16 ( <u>60 902 988</u> )	( <u>57 500 307</u> )
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17 ( <u>1 005 786</u> )	( <u>1 265 273</u> )
<b>Charge de l'exercice</b>		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18 2 656 001	2 419 980
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19	34 301
	20 <u>2 656 001</u>	<u>2 454 281</u>
Cotisations salariales des employés	21 ( 1 354 117 )	( 1 203 237 )
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22 ( )	( )
	23 1 301 884	1 251 044
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24 134 973	196 546
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25	(7 726)
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27	
Variation de la provision pour moins-value	28 146 000	(16 000)
Autres	29	
-	30	
-	31 <u>1 582 857</u>	<u>1 423 864</u>
Charge de l'exercice excluant les intérêts	32 <u>3 308 146</u>	<u>3 190 066</u>
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	33 ( <u>3 216 071</u> )	( <u>3 065 464</u> )
Rendement espéré des actifs	34 92 075	124 602
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	35 <u>1 674 932</u>	<u>1 548 466</u>
Charge de l'exercice		

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

	2019	2018
<b>Informations complémentaires</b>		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	36 3 182 100	2 303 552
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	37 ( 3 216 071 )	( 3 065 464 )
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	38 (33 971)	(761 912)
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	39 245 876	1 442 945
Prestations versées au cours de l'exercice	40 2 200 346	2 145 569
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	41 60 321 268	54 097 628
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	42	
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	43	
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8		
Pour la réserve de restructuration	44 465 871	425 366
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45 673 230	555 148
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46 13	13
<b>Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation</b>		
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47 5,70 %	5,70 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48 5,70 %	5,70 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49 2,75 %	2,75 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50 2,00 %	2,00 %
Autres hypothèses économiques		
-	51	
-	52	

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

**B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES**

	Régimes d'avantages complémentaires de retraite	Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	53	54
<b>Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements</b>		
	2019	2018
<b>Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs</b>		
Actif (passif) au début de l'exercice	55	
Charge de l'exercice	56 ( )	( )
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58	
<b>Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation</b>		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 ( )	( )
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63	
Provision pour moins-value	64 ( )	( )
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65	
<b>Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs</b>		
Nombre de régimes et avantages en cause	66	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 ( )	( )
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 ( )	( )
<b>Charge de l'exercice</b>		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71	
	72	
Cotisations salariales des employés	73 ( )	( )
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74 ( )	( )
	75	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79	
Variation de la provision pour moins-value	80	

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

	2019	2018	
Autres			
-	81		
-	82		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	83		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	84		
Rendement espéré des actifs	85 ( _____ )	( _____ )	
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	86		
Charge de l'exercice	87		
<b>Informations complémentaires</b>			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	88		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	89 ( _____ )	( _____ )	
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	90		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	91		
Prestations versées au cours de l'exercice	92		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	93		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	94		
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	95		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	96		
<b>Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation</b> (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	97	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	98	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	99	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	100	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	102	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	103		
Autres hypothèses économiques			
-	104		
-	105		

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

**C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES**

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 106 \_\_\_\_\_

**Description des régimes et autres renseignements**

	<b>2019</b>	<b>2018</b>
<b>Charge de l'exercice</b>		
Cotisations de l'employeur		
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	107	
Régime volontaire d'épargne-retraite	108	
Régime de retraite simplifié	109	
Régime de retraite par financement salarial	110	
Régime de retraite des employés municipaux du Québec	111	
Autres régimes	112	
	113	

**D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)**

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 114 \_\_\_\_\_

**Description des régimes et autres renseignements**

	<b>2019</b>	<b>2018</b>
<b>Charge de l'exercice</b>		
Cotisations de l'employeur	115	

**E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX**

	<b>2019</b>	<b>2018</b>
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	116 <b>11</b>	<b>11</b>

**Description du régime**

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par Retraite Québec, qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

		<u>2019</u>	<u>2018</u>
<b>Cotisations des élus au RREM</b>	117	<u>18 408</u>	<u>15 893</u>
<b>Charge de l'exercice</b>			
Contributions de l'employeur au RREM	118	62 034	53 558
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	119	<u>9 927</u>	<u>10 152</u>
	120	<u>71 961</u>	<u>63 710</u>

---

**Note**

---

---

## **RENSEIGNEMENTS FINANCIERS CONSOLIDÉS NON AUDITÉS**

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
TAXES	2019	2019	2019	2018
<b>SUR LA VALEUR FONCIÈRE</b>				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	30 682 958	31 020 414	26 330 684
Taxes spéciales				
Service de la dette	2		8 842	3 600 396
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	5	560 863	598 887	588 167
Activités de fonctionnement	6			
Activités d'investissement	7			
Autres	8	64 674	62 676	60 647
	9	31 308 495	31 690 819	30 579 894
<b>SUR UNE AUTRE BASE</b>				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	10	2 098 739	2 167 836	2 134 352
Égout	11			
Traitement des eaux usées	12	1 306 426	1 330 818	1 236 391
Matières résiduelles	13	2 834 205	2 884 413	2 660 330
Autres				
-	14			
-	15			
-	16			
Centres d'urgence 9-1-1	17	150 000	151 993	153 739
Service de la dette	18	228 200	227 684	228 357
Pouvoir général de taxation	19			
Activités de fonctionnement	20			
Activités d'investissement	21			
	22	6 617 570	6 762 744	6 413 169
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	23			
Autres	24			
	25			
	26	6 617 570	6 762 744	6 413 169
	27	37 926 065	38 453 563	36 993 063

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2018
<b>COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES</b>				
<b>GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES</b>				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement				
Taxes sur la valeur foncière	28	44 268	53 624	92 580
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	29			
Taxes d'affaires	30			
Compensations pour les terres publiques	31	317	317	317
	32	44 585	53 941	92 897
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	33	62 491	62 500	62 508
Cégeps et universités	34			
Écoles primaires et secondaires	35	542 279	536 586	542 286
	36	604 770	599 086	604 794
Autres immeubles				
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux				
Taxes sur la valeur foncière	37			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	38			
Taxes d'affaires	39			
	40			
	41	649 355	653 027	697 691
<b>GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES</b>				
Taxes sur la valeur foncière	42	30 679	16 080	31 997
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	43			
Taxes d'affaires	44			
	45	30 679	16 080	31 997
<b>ORGANISMES MUNICIPAUX</b>				
Taxes sur la valeur foncière	46			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	47			
	48			
<b>AUTRES</b>				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	49			
Autres	50			
	51			
	52	680 034	669 107	729 688

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2018
<b>TRANSFERTS</b>				
<b>TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT</b>				
<b>Administration générale</b>	53			
<b>Sécurité publique</b>				
Police	54			
Sécurité incendie	55	28 720	12 704	12 704
Sécurité civile	56			4 541
Autres	57		72 224	72 224
<b>Transport</b>				
Réseau routier				
Voirie municipale	58	85 837	97 155	97 155
Enlèvement de la neige	59			77 145
Autres	60			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	61			
Transport adapté	62			
Transport scolaire	63			
Autres	64			
Transport aérien	65			
Transport par eau	66			
Autres	67			
<b>Hygiène du milieu</b>				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	68			
Réseau de distribution de l'eau potable	69	33 892	35 540	35 540
Traitement des eaux usées	70	1 119	1 119	1 119
Réseaux d'égout	71	56 125	98 157	98 157
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	72			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	73			
Tri et conditionnement	74			
Autres	75			
Autres	76			
Cours d'eau	77			
Protection de l'environnement	78			
Autres	79			
<b>Santé et bien-être</b>				
Logement social	80			
Sécurité du revenu	81			
Autres	82			
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>				
Aménagement, urbanisme et zonage	83			
Rénovation urbaine	84	75 124	12 249	12 249
Promotion et développement économique	85			23 944
Autres	86			
<b>Loisirs et culture</b>				
Activités récréatives	87	35 739	31 459	31 459
Activités culturelles				40 837
Bibliothèques	88	103 002	90 797	90 797
Autres	89	1 336	11 411	11 411
<b>Réseau d'électricité</b>	90			
	91	420 894	462 815	462 815
				548 557

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2018
<b>TRANSFERTS (suite)</b>				
<b>TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT</b>				
<b>Administration générale</b>	92			
<b>Sécurité publique</b>				
Police	93			
Sécurité incendie	94	12 000	12 000	
Sécurité civile	95			
Autres	96			
<b>Transport</b>				
Réseau routier				
Voirie municipale	97	2 533 491		1 315 840
Enlèvement de la neige	98			
Autres	99			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	100			
Transport adapté	101			
Transport scolaire	102			
Autres	103			
Transport aérien	104			
Transport par eau	105			
Autres	106			
<b>Hygiène du milieu</b>				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	107			
Réseau de distribution de l'eau potable	108	774 563		560 313
Traitement des eaux usées	109	50 000		
Réseaux d'égout	110	2 451 503	153 711	925 278
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	111			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	112			
Tri et conditionnement	113			
Autres	114			
Autres	115			
Cours d'eau	116			
Protection de l'environnement	117			
Autres	118			
<b>Santé et bien-être</b>				
Logement social	119			
Sécurité du revenu	120			
Autres	121			
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>				
Aménagement, urbanisme et zonage	122	8 000	8 000	
Rénovation urbaine	123			
Promotion et développement économique	124			
Autres	125			
<b>Loisirs et culture</b>				
Activités récréatives	126	303 333	3 719	255 226
Activités culturelles				
Bibliothèques	127			
Autres	128			
<b>Réseau d'électricité</b>	129			
	130	6 112 890	177 430	3 056 657

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

<i>Non audité</i>	<b>Administration municipale</b>		<b>Données consolidées</b>	
	<b>Budget 2019</b>	<b>Réalisations 2019</b>	<b>Réalisations 2019</b>	<b>Réalisations 2018</b>
<b>TRANSFERTS (suite)</b>				
<b>TRANSFERTS DE DROIT</b>				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	131			
Péréquation	132			
Neutralité	133			
Partage des redevances sur les ressources naturelles	134			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	135	443 131	443 133	433 895
Fonds de développement des territoires	136			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Droits d'immatriculation	137			
Autres	138			
	139	443 131	443 133	433 895
<b>TOTAL DES TRANSFERTS</b>	140	6 976 915	1 083 378	4 039 109

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

**Non audité**

	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2018
<b>SERVICES RENDUS</b>				
<b>SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX</b>				
Administration générale				
Greffes et application de la loi	141			
Évaluation	142			
Autres	143			
	144			
Sécurité publique				
Police	145	310 501	313 033	268 392
Sécurité incendie	146	20 000	34 188	34 188
Sécurité civile	147			
Autres	148			
	149	330 501	347 221	302 580
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	150			
Enlèvement de la neige	151			
Autres	152			
Transport collectif	153	9 600	27 635	27 635
Autres	154			
	155	9 600	27 635	27 635
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	156	20 027	2 421	1 899
Réseau de distribution de l'eau potable	157			
Traitement des eaux usées	158			
Réseaux d'égout	159			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	160			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	161			
Tri et conditionnement	162			
Autres	163			
Autres	164			
Cours d'eau	165			
Protection de l'environnement	166			
Autres	167			
	168	20 027	2 421	1 899
Santé et bien-être				
Logement social	169			
Autres	170			
	171			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	172			
Rénovation urbaine	173			
Promotion et développement économique	174			
Autres	175			
	176			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	177	148 924	155 996	155 996
Activités culturelles				
Bibliothèques	178			
Autres	179			
	180	148 924	155 996	155 996
Réseau d'électricité	181			
	182	509 052	533 273	488 110

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2018
<b>SERVICES RENDUS (suite)</b>				
<b>AUTRES SERVICES RENDUS</b>				
Administration générale				
Greffe et application de la loi	183			
Évaluation	184			
Autre	185	120 849	149 519	133 031
	186	120 849	149 519	133 031
Sécurité publique				
Police	187		161 458	142 795
Sécurité incendie	188	51 160	68 470	75 888
Sécurité civile	189			
Autres	190		3 764	
	191	51 160	68 470	218 683
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	192	51 929	139 437	50 181
Enlèvement de la neige	193	89 324	95 514	83 608
Autres	194			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	195	3 728	4 848	4 539
Transport adapté	196			
Transport scolaire	197			
Autres	198			
Autres	199			
	200	144 981	239 799	138 328
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	201			
Réseau de distribution de l'eau potable	202	23 338	21 540	73 953
Traitement des eaux usées	203			
Réseaux d'égout	204	13 338	15 479	25 205
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	205			
Matières recyclables	206			
Autres	207	2 500	1 200	2 340
Cours d'eau	208			
Protection de l'environnement	209		1 706	335
Autres	210			
	211	39 176	39 925	101 833
Santé et bien-être				
Logement social	212			
Sécurité du revenu	213			
Autres	214			
	215			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	216	28 000	38 531	26 029
Rénovation urbaine	217			
Promotion et développement économique	218	15 000	14 380	14 810
Autres	219	8 550		
	220	51 550	52 911	40 839
Loisirs et culture				
Activités récréatives	221	753 377	804 308	1 066 398
Activités culturelles				
Bibliothèques	222	26 984	17 620	15 840
Autres	223	70 504	60 999	68 098
	224	850 865	882 927	1 150 336
Réseau d'électricité	225			
	226	1 258 581	1 433 551	1 783 050
<b>TOTAL DES SERVICES RENDUS</b>	227	1 767 633	1 966 824	2 260 558

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

<i>Non audité</i>	<b>Administration municipale</b>		<b>Données consolidées</b>		
	<b>Budget 2019</b>	<b>Réalisations 2019</b>	<b>Réalisations 2019</b>	<b>Réalisations 2018</b>	
<b>IMPOSITION DE DROITS</b>					
Licences et permis	228	81 900	118 044	130 775	266 584
Droits de mutation immobilière	229	1 900 000	3 639 257	3 639 257	3 453 797
Droits sur les carrières et sablières	230				
Autres	231				
	232	1 981 900	3 757 301	3 770 032	3 720 381
<b>AMENDES ET PÉNALITÉS</b>					
	233	246 000	441 423	1 221 644	1 082 558
<b>REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE</b>					
	234				
<b>AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS</b>					
	235	304 000	501 779	585 258	297 249
<b>AUTRES REVENUS</b>					
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	236		20 160	28 017	(1 832)
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	237				
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	238				
Contributions des promoteurs	239	6 494 782			333 019
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Taxe sur l'essence	240				
Contributions des organismes municipaux	241	1 067 248	56 316	101 136	
Autres contributions	242	716 517	468 263	468 263	798 575
Redevances réglementaires	243				
Autres	244		896 263	946 539	887 509
	245	8 278 547	1 441 002	1 543 955	2 017 271
<b>EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION</b>					
	246				

**ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2019	Réalizations 2019			Réalizations 2019	Réalizations 2018
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
<b>ADMINISTRATION GÉNÉRALE</b>							
Conseil	1	1 253 827	1 260 192	48 470	1 308 662	1 308 659	1 198 692
Greffe et application de la loi	2	647 609	659 044	27 639	686 683	686 683	722 463
Gestion financière et administrative	3	2 459 910	2 296 491	118 575	2 415 066	2 415 066	2 464 990
Évaluation	4	163 350	180 629		180 629	180 632	405 627
Gestion du personnel	5	585 068	584 048	23 415	607 463	607 463	499 796
Autres							
-	6	2 199 919	1 935 980	74 233	2 010 213	2 010 213	2 019 275
-	7						
	8	7 309 683	6 916 384	292 332	7 208 716	7 208 716	7 310 843
<b>SÉCURITÉ PUBLIQUE</b>							
Police	9	5 322 529	5 302 024	47 855	5 349 879	6 027 830	5 920 361
Sécurité incendie	10	1 887 922	1 899 824	322 769	2 222 593	2 222 593	2 178 866
Sécurité civile	11	4 780	2 194		2 194	2 194	1 858
Autres	12	522 681	555 416		555 416	553 405	479 130
	13	7 737 912	7 759 458	370 624	8 130 082	8 806 022	8 580 215
<b>TRANSPORT</b>							
Réseau routier							
Voirie municipale	14	2 384 295	2 724 780	2 649 636	5 374 416	5 374 415	5 057 160
Enlèvement de la neige	15	1 204 390	1 089 737	135 161	1 224 898	1 224 898	1 306 506
Éclairage des rues	16	281 163	254 820	314 791	569 611	569 611	511 638
Circulation et stationnement	17	251 663	275 540		275 540	275 540	176 509
Transport collectif							
Transport en commun	18	2 225 894	1 591 038	22 331	1 613 369	1 613 370	2 110 862
Transport aérien	19						
Transport par eau	20						
Autres	21						
	22	6 347 405	5 935 915	3 121 919	9 057 834	9 057 834	9 162 675

**ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

<i>Non audité</i>	Administration municipale				Données consolidées		
	Budget 2019	Réalizations 2019			Réalizations 2019	Réalizations 2018	
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total			
<b>HYGIÈNE DU MILIEU</b>							
Eau et égout							
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	1 336 735	1 336 727		1 336 727	1 336 205	1 329 330
Réseau de distribution de l'eau potable	24	781 725	813 522	802 929	1 616 451	1 759 691	1 615 372
Traitement des eaux usées	25	806 444	727 787	302 425	1 030 212	1 030 212	973 598
Réseaux d'égout	26	743 334	733 651	1 306 409	2 040 060	2 040 060	2 252 928
Matières résiduelles							
Déchets domestiques et assimilés							
Collecte et transport	27	678 747	673 394		673 394	673 394	808 208
Élimination	28	628 742	629 198		629 198	629 198	561 918
Matières recyclables							
Collecte sélective							
Collecte et transport	29	622 119	630 160		630 160	630 160	541 176
Tri et conditionnement	30	503 263	502 922		502 922	502 922	500 403
Matières organiques							
Collecte et transport	31	440 137	440 137		440 137	440 137	485 460
Traitement	32	767 925	774 614		774 614	774 614	530 830
Matériaux secs	33	70 085	46 499		46 499	46 499	50 965
Autres	34						
Plan de gestion	35						
Autres	36						
Cours d'eau	37	33 025	33 024		33 024	33 024	32 480
Protection de l'environnement	38	279 025	235 768	2 632	238 400	238 400	245 225
Autres	39						
	40	7 691 306	7 577 403	2 414 395	9 991 798	10 134 516	9 927 893
<b>SANTÉ ET BIEN-ÊTRE</b>							
Logement social	41	244 286	249 569		249 569	249 569	241 814
Sécurité du revenu	42						
Autres	43	12 000	12 000		12 000	12 000	11 000
	44	256 286	261 569		261 569	261 569	252 814
<b>AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT</b>							
Aménagement, urbanisme et zonage	45	1 134 439	1 161 030	14 681	1 175 711	1 175 711	1 086 747
Rénovation urbaine							
Biens patrimoniaux	46						
Autres biens	47	155 000	24 000		24 000	24 000	47 286
Promotion et développement économique							
Industries et commerces	48	75 725	77 063		77 063	77 063	79 273
Tourisme	49						
Autres	50	61 343	45 230		45 230	45 230	47 562
Autres	51	67 950	62 175		62 175	62 175	6 627
	52	1 494 457	1 369 498	14 681	1 384 179	1 384 179	1 267 495

**ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2019	Réalizations 2019			Réalizations 2019	Réalizations 2018
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
<b>Non audité</b>							
<b>LOISIRS ET CULTURE</b>							
Activités récréatives							
Centres communautaires	53	786 798	757 929	101 337	859 266	1 026 558	1 028 805
Patinoires intérieures et extérieures	54	1 358 895	1 288 346		1 288 346	1 288 346	1 292 898
Piscines, plages et ports de plaisance	55	602 563	634 070		634 070	634 070	596 587
Parcs et terrains de jeux	56	2 736 589	2 468 793	1 062 241	3 531 034	3 531 034	3 288 466
Parcs régionaux	57						
Expositions et foires	58	189 473	165 921		165 921	165 921	140 724
Autres	59	22 144	12 899		12 899	12 899	9 129
	60	5 696 462	5 327 958	1 163 578	6 491 536	6 658 828	6 356 609
Activités culturelles							
Centres communautaires	61	620 110	622 735	52 664	675 399	675 399	668 827
Bibliothèques	62	1 455 775	1 549 065	148 077	1 697 142	1 697 142	1 597 302
Patrimoine							
Musées et centres d'exposition	63						
Autres ressources du patrimoine	64						
Autres	65	488 801	342 615		342 615	342 615	352 532
	66	2 564 686	2 514 415	200 741	2 715 156	2 715 156	2 618 661
	67	8 261 148	7 842 373	1 364 319	9 206 692	9 373 984	8 975 270
<b>RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ</b>							
<b>FRAIS DE FINANCEMENT</b>							
Dettes à long terme							
Intérêts	69	978 387	870 422		870 422	1 005 288	934 968
Autres frais	70	119 925	113 873		113 873	113 873	110 543
Autres frais de financement							
Avantages sociaux futurs	71	7 000	11 000		11 000	86 297	120 056
Autres	72		195		195	302	130
	73	1 105 312	995 490		995 490	1 205 760	1 165 697
<b>EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION</b>							
	74						
<b>AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS</b>							
	75	8 191 640	7 578 270	( 7 578 270 )			

# Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2019

Nom : Sainte-Julie

Code géographique : 59010

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

**TABLE DES MATIÈRES**

	<b><u>PAGE</u></b>
<b>Autres renseignements financiers consolidés non audités</b>	
Acquisition d'immobilisations consolidées par catégories	4
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations consolidées	4
Analyse de la dette à long terme consolidée	5
Endettement total net à long terme consolidé	6
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	7
<b>Autres renseignements financiers non consolidés non audités</b>	
Acquisition d'immobilisations non consolidées par objets	9
Analyse de la rémunération non consolidée	10
Analyse des revenus de transfert non consolidés par sources	10
Frais de financement non consolidés par activités	11
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales non consolidé	12
Rémunération des élus	13
<b>Questionnaire</b>	14

---

## **AUTRES RENSEIGNEMENTS FINANCIERS CONSOLIDÉS NON AUDITÉS**

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

*Non audité*

		<b>Administration municipale</b>	<b>Données consolidées</b>	
		<b>Réalisations 2019</b>	<b>Réalisations 2019</b>	<b>Réalisations 2018</b>
<b>IMMOBILISATIONS</b>				
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1	677 792	677 792	873 552
Usines de traitement de l'eau potable	2		37 594	23 604
Usines et bassins d'épuration	3	705 586	705 586	586 465
Conduites d'égout	4	1 299 443	1 299 443	674 860
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5			
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	2 786 221	2 786 221	3 585 195
Ponts, tunnels et viaducs	7			
Systèmes d'éclairage des rues	8	234 447	234 447	188 234
Aires de stationnement	9			
Parcs et terrains de jeux	10	976 820	976 820	1 628 100
Autres infrastructures	11	1 105 428	1 105 428	490 255
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13	88 381	88 381	113 003
Édifices communautaires et récréatifs	14	170 924	170 924	26 375
Améliorations locatives	15		50 483	
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16			
Autres	17	554 275	671 725	692 489
Ameublement et équipement de bureau	18	93 016	126 215	147 401
Machinerie, outillage et équipement divers	19	606 219	707 733	179 995
Terrains	20			
Autres	21			
	22	9 298 552	9 638 792	9 209 528

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT  
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

*Non audité*

Infrastructures autres que pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	23	670 695	670 695	870 877
Usines de traitement de l'eau potable	24		37 594	23 604
Usines et bassins d'épuration	25	705 586	705 586	586 465
Conduites d'égout	26	1 268 356	1 268 356	659 098
Autres infrastructures	27	4 994 624	4 994 624	5 852 059
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)				
Conduites d'eau potable	28	7 097	7 097	2 675
Usines de traitement de l'eau potable	29			
Usines et bassins d'épuration	30			
Conduites d'égout	31	31 087	31 087	15 762
Autres infrastructures	32	108 292	108 292	39 725
Autres immobilisations	33	1 512 815	1 815 461	1 159 263
	34	9 298 552	9 638 792	9 209 528

**ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

<i>Non audité</i>		Solde au 1 <sup>er</sup> janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
<b>La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :</b>					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2				
Réserves financières et fonds réservés	3	443 124		327 703	115 421
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	5 738 970	88 475	675 155	5 152 290
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	33 991 400	4 327 774	3 712 770	34 606 404
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	40 173 494	4 416 249	4 715 628	39 874 115
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	5 084 293	1 477 343	596 338	5 965 298
Organismes municipaux	10				
Autres tiers	11				
	12	5 084 293	1 477 343	596 338	5 965 298
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	13				
	14	5 084 293	1 477 343	596 338	5 965 298
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec					
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	15				
Autres	16				
	17				
	18	5 084 293	1 477 343	596 338	5 965 298
	19	45 257 787	5 893 592	5 311 966	45 839 413
Dette en cours de refinancement	20	( )			( )
Reclassement / Redressement	21				
<b>Dette à long terme</b>	22	45 257 787	5 893 592	5 311 966	45 839 413

**Note**

**ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME CONSOLIDÉ  
AU 31 DÉCEMBRE 2019**

**Non audité****Administration municipale**

Dettes à long terme	1	41 455 000
---------------------	---	------------

**Ajouter**

Activités d'investissement à financer	2	3 538 619
---------------------------------------	---	-----------

Activités de fonctionnement à financer	3	94 837
--	---	--------

Dettes en cours de refinancement	4	
----------------------------------	---	--

Autres		
--------	--	--

-	5	
---	---	--

-	6	
---	---	--

**Déduire**

Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
--	--	--

Excédent accumulé		
-------------------	--	--

Fonds d'amortissement	7	
-----------------------	---	--

Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	8	13 419
--	---	--------

Débiteurs	9	5 965 298
-----------	---	-----------

Revenus futurs découlant des ententes		
---------------------------------------	--	--

conclues avec le gouvernement du Québec	10	
---	----	--

Autres montants	11	
-----------------	----	--

Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	12	67 183
--	----	--------

Autres		
--------	--	--

-	13	
---	----	--

-	14	
---	----	--

Endettement net à long terme de l'administration municipale	15	39 042 556
---	----	------------

<b>Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats</b>	16	4 282 411
--	----	-----------

Endettement net à long terme	17	43 324 967
------------------------------	----	------------

**Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes**

Municipalité régionale de comté	18	2 355 000
---------------------------------	----	-----------

Communauté métropolitaine	19	185 505
---------------------------	----	---------

Autres organismes	20	2 635 870
-------------------	----	-----------

Endettement total net à long terme	21	48 501 342
------------------------------------	----	------------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme		
--	--	--

de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	22	
--	----	--

Moins: Sommes affectées au remboursement de la dette à		
--	--	--

long terme de l'agglomération	23	
-------------------------------	----	--

	24	
--	----	--

Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	25	48 501 342
--	----	------------

Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	26	
---	----	--

Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 25 ci-dessus, et à la ligne 21, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	27	
--	----	--

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

<i>Non audité</i>	<b>Administration municipale</b>		<b>Données consolidées</b>		
		<b>Budget 2019</b>	<b>Réalisations 2019</b>	<b>Réalisations 2019</b>	<b>Réalisations 2018</b>
<b>Administration générale</b>					
Greffe et application de la loi	1	158 149	183 633	183 633	207 610
Évaluation	2				
Autres	3	363 644	365 212	365 212	299 787
<b>Sécurité publique</b>					
Police	4	5 042 955	5 003 535		
Sécurité incendie	5	26 356	26 748	26 748	15 491
Sécurité civile	6				
Autres	7	146 143	98 934		
<b>Transport</b>					
Réseau routier	8				
Transport collectif	9	2 196 000	1 579 547	1 579 547	2 085 579
Autres	10				
<b>Hygiène du milieu</b>					
Eau et égout	11	1 341 715	1 336 715		
Matières résiduelles	12	3 628 700	3 639 193	3 639 193	3 421 073
Cours d'eau	13	33 025	33 024	33 024	32 828
Protection de l'environnement	14	35 029	34 243	34 243	11 270
Autres	15				
<b>Santé et bien-être</b>					
Logement social	16	244 286	249 569	249 569	241 814
Autres	17				
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>					
Aménagement, urbanisme et zonage	18	125 260	125 505	125 505	121 543
Rénovation urbaine	19				
Promotion et développement économique	20	75 725	77 063	77 063	79 273
Autres	21				
<b>Loisirs et culture</b>					
Activités récréatives	22	125 866	125 866		
Activités culturelles	23	207 456	211 942	211 942	205 527
<b>Réseau d'électricité</b>					
	24				
	25	13 750 309	13 090 729	6 525 679	6 721 795

---

## **AUTRES RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS NON AUDITÉS**

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019***Non audité*

		<b>2019</b>	<b>2018</b>
<b>Rémunération</b>	1	93 458	50 337
<b>Charges sociales</b>	2		
<b>Biens et services</b>	3	9 205 094	8 924 188
<b>Frais de financement</b>	4		11 623
<b>Autres</b>	5		
	6	<b>9 298 552</b>	<b>8 986 148</b>

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

**Non audité**

		<b>Effectifs personnes/ année <sup>2</sup></b>	<b>Semaine normale (heures)</b>	<b>Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice</b>	<b>Rémunération</b>	<b>Charges sociales</b>	<b>Total <sup>1</sup></b>
<b>Administration municipale</b>							
Cadres et contremaîtres	1	33,00	35,00	61 175,00	3 357 941	892 043	4 249 984
Professionnels	2						
Cols blancs	3	70,00	35,00	129 919,00	3 422 880	1 148 038	4 570 918
Cols bleus	4	70,00	40,00	144 145,00	3 776 074	1 117 852	4 893 926
Policiers	5						
Pompiers	6	13,00	40,00	18 476,00	732 082	130 184	862 266
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	186,00		353 715,00	11 288 977	3 288 117	14 577 094
Élus	9	9,00			571 810	121 534	693 344
	10	195,00			11 860 787	3 409 651	15 270 438

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

**ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS PAR SOURCES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

		<b>Gouvernement du Québec</b>		<b>Gouvernement du Canada</b>	<b>ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines</b>	<b>Total</b>
		<b>Fonctionnement</b>	<b>Investissement</b>			
Transport en commun	11					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12					
Réseau de distribution de l'eau potable	13	34 805				34 805
Traitement des eaux usées	14	1 119				1 119
Réseaux d'égout	15	59 763	188 465			248 228
Autres	16	760 207	23 719	15 300		799 226
	17	855 894	212 184	15 300		1 083 378

**FRAIS DE FINANCEMENT NON CONSOLIDÉS PAR ACTIVITÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

**Non audité**

		2019	2018
<b>Administration générale</b>			
Grefe et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3	14 399	58 912
	4	14 399	58 912
<b>Sécurité publique</b>			
Police	5	70	32
Sécurité incendie	6	6 801	6 182
Sécurité civile	7		
Autres	8		
	9	6 871	6 214
<b>Transport</b>			
Réseau routier			
Voirie municipale	10	420 126	389 946
Enlèvement de la neige	11		
Autres	12	60 623	55 673
Transport collectif	13	5 603	3 904
Autres	14		
	15	486 352	449 523
<b>Hygiène du milieu</b>			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16		
Réseau de distribution de l'eau potable	17	76 379	71 862
Traitement des eaux usées	18	74 207	64 311
Réseaux d'égout	19	193 210	184 216
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	20		
Matières recyclables	21		
Autres	22		
Cours d'eau	23		
Protection de l'environnement	24		
Autres	25		
	26	343 796	320 389
<b>Santé et bien-être</b>			
Logement social	27		
Sécurité du revenu	28		
Autres	29		
	30		
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>			
Aménagement, urbanisme et zonage	31		
Rénovation urbaine	32	138	362
Promotion et développement économique	33		
Autres	34		
	35	138	362
<b>Loisirs et culture</b>			
Activités récréatives	36	136 401	118 491
Activités culturelles			
Bibliothèques	37	7 053	7 972
Autres	38	480	653
	39	143 934	127 116
<b>Réseau d'électricité</b>			
	40		
	41	995 490	962 516

**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ  
À DES FINS FISCALES NON CONSOLIDÉ  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

<i>Non audité</i>	2019		2018
	Budget	Réalizations	Réalizations
<b>Revenus</b>			
Ventes d'électricité			
Domestique et agricole	1		
Générale et institutionnelle	2		
Industrielle	3		
Autres	4		
Autres revenus	5		
	6		
<b>Charges</b>			
Achat d'énergie	7		
Taxe sur le revenu brut	8		
Frais d'exploitation	9		
Autres frais	10		
Frais de financement	11		
Amortissement des immobilisations	12		
	13		
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14	(                    ) (                    ) (                    )	
	15		
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales</b>	16		
<b>CONCILIATION À DES FINS FISCALES</b>			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
<b>Immobilisations</b>			
Amortissement	17		
Produit de cession	18		
(Gain) perte sur cession	19		
Réduction de valeur	20		
	21		
<b>Financement</b>			
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22		
Remboursement de la dette à long terme	23	(                    ) (                    ) (                    )	
	24		
<b>Affectations</b>			
Activités d'investissement	25	(                    ) (                    ) (                    )	
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26		
Excédent de fonctionnement affecté	27		
Réserves financières et fonds réservés	28		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	30		
	31		
	32		
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales</b>	33		

**RÉMUNÉRATION DES ÉLUS<sup>1</sup>**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

**Non audité**

	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Ville de Sainte-Julie		
- Suzanne Roy	92 735	16 767
- Isabelle Poulet	26 614	13 307
- André Lemay	28 530	14 265
- Claude Dalpé	28 530	14 265
- Nicole Marchand	26 614	13 307
- Mario Lemay	26 614	13 307
- Normand Varin	28 530	14 265
- Amélie Poirier	28 530	14 265
- Lucie Bisson	26 614	13 307
MRC Marguerite-D'Youville		
- Suzanne Roy	43 280	
- Nicole Marchand	350	175
- Mario Lemay	13 000	3 460
Régie de police Richelieu St-Laurent		
- Suzanne Roy	6 860	
- Nicole Marchand	490	245
Régie interm. de l'eau potable		
- Suzanne Roy	2 235	
- Isabelle Poulet	549	274
- André Lemay	2 012	1 006
- Normand Varin	1 647	823
Régie interm. Centre multisports rég.		
- Suzanne Roy	1 658	
- Claude Dalpé	1 842	921
- Amélie Poirier	368	184
Communauté métropolitaine de Montréal		
- Suzanne Roy	10 500	
Réseau de transport métropolitain		
- Suzanne Roy	31 000	
Régie interm. serv. animaliers V-R		
- André Lemay	300	
- Normand Varin	800	

**Note**

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

**QUESTIONNAIRE  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

<b>Non audité</b>	<b>OUI</b>	<b>NON</b>	<b>S.O.</b>
1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre	1	5 000 000 \$	
2. L'organisme municipal applique-t-il les normes sur les paiements de transfert en suivant la position prescrite par le gouvernement du Québec selon la recommandation du MAMH?	2 <input type="checkbox"/>	3 <input checked="" type="checkbox"/>	4 <input type="checkbox"/>

**Les questions 3 et 4 s'appliquent aux MRC et aux municipalités seulement**

3. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières?	5 <input type="checkbox"/>	6 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019	7	_____ \$	
4. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières?	8 <input type="checkbox"/>	9 <input checked="" type="checkbox"/>	
5. La municipalité a-t-elle adopté un règlement concernant les dispositions suivantes :			
a) le pouvoir d'imposer une contribution pour des fins de parcs et de terrains de jeux et la préservation d'espaces naturels en vertu du 3ème paragraphe du 2ème alinéa de l'article 117.1 LAU.	10 <input type="checkbox"/>	11 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019	12	_____ \$	
b) le pouvoir d'imposer des droits de mutation plus élevés à la partie de la valeur des transactions qui excède 500 000 \$ en vertu de l'article 2 de la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières.	13 <input checked="" type="checkbox"/>	14 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019	15	503 264 \$	
c) le pouvoir d'imposer sur son territoire toute taxe municipale en vertu des articles 500.1 à 500.5 LCV (1000.1 à 1000.5 CM).	16 <input type="checkbox"/>	17 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019	18	_____ \$	
d) le pouvoir d'imposer toute redevance pour contribuer au financement d'un régime de réglementation en vertu des articles 500.6 à 500.11 LCV (1000.6 à 1000.11 CM).	19 <input checked="" type="checkbox"/>	20 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019	21	1 \$	

**QUESTIONNAIRE (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

<b>Non audité</b>	<b>OUI</b>	<b>NON</b>
6. La municipalité a-t-elle compétence en matière d'évaluation foncière (article 5 LFM)?	22 <input checked="" type="checkbox"/>	23 <input type="checkbox"/>
Si oui, a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une MRC, à une autre municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)?	24 <input type="checkbox"/>	25 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente :		
7. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu:		
a) du paragraphe 1 <sup>o</sup> du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?	26 <input type="checkbox"/>	27 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019	28 _____	\$
b) du paragraphe 2 <sup>o</sup> du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?	29 <input type="checkbox"/>	30 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019	31 _____	\$
8. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?	32 <input type="checkbox"/>	33 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :		
a) crédits de taxes	34 _____	\$
b) autres formes d'aide	35 _____	\$
9. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2019		
Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2019	36 _____	
Facteur comparatif de 2019	37 _____	
Valeur uniformisée	38 _____	

**QUESTIONNAIRE (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

**Non audité**

10. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2019 dans le cadre du *Volet entretien du réseau local* (ERL) du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTQ

39 \_\_\_\_\_ \$

Total des frais encourus admissibles au volet ERL :

a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)

- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver

40 \_\_\_\_\_ \$

- Dépenses autres que pour l'entretien d'hiver

41 \_\_\_\_\_ \$

b) Dépenses d'investissement

42 \_\_\_\_\_ \$

c) Total des frais encourus admissibles

43 \_\_\_\_\_ \$

d) Description des dépenses d'investissement :

e) Si le total des frais encourus admissibles à la ligne 43 n'atteint pas 90 % de l'aide financière reçue ou à recevoir à la ligne 39, fournissez-en les justifications :

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :

a) Numéro de la résolution

44 \_\_\_\_\_

b) Date d'adoption de la résolution

45 \_\_\_\_\_

11. La municipalité a-t-elle adopté un plan de sécurité civile dans lequel sont consignées des mesures de préparation aux sinistres établies conformément aux dispositions du *Règlement sur les procédures d'alerte et de mobilisation et les moyens de secours minimaux pour protéger la sécurité des personnes et des biens en cas de sinistre?*

**OUI****NON**

46  47

Si oui, indiquer le numéro et la date de la résolution par laquelle le conseil municipal a adopté un plan de sécurité civile conforme aux dispositions de ce règlement :

a) Numéro de la résolution

48 \_\_\_\_\_ 19-640

b) Date d'adoption de la résolution

49 \_\_\_\_\_ 2019-10-08

**QUESTIONNAIRE (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

<b>Non audité</b>	<b>OUI</b>	<b>NON</b>
12. Règlement d'application de la Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens		
a) La municipalité a-t-elle adopté un règlement municipal plus sévère que le règlement du gouvernement du Québec?	50 <input type="checkbox"/>	51 <input type="checkbox"/>
b) Nombre de chiens enregistrés à la municipalité au 31 décembre 2019	52	_____
c) Nombre de chiens potentiellement dangereux enregistrés à la municipalité au 31 décembre 2019	53	_____
<i>Signalements de blessures infligées par un chien au cours de l'exercice</i>		
d) Nombre de signalements émis par un médecin vétérinaire (art. 2)	54	_____
e) Nombre de signalements émis par un médecin (art. 3)	55	_____
<i>Mesures d'encadrement</i>		
f) Nombre d'ordonnances émises par la municipalité au cours de l'exercice portant sur l'examen d'un chien par un médecin vétérinaire (art. 5)	56	_____
g) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité au cours de l'exercice :		
- à l'issu d'un examen effectué par un médecin vétérinaire (art. 8)	57	_____
- à l'issu d'une blessure infligée à une personne ou un animal domestique (art. 9)	58	_____
h) Nombre de chiens euthanasiés au cours de l'exercice à la suite d'un signalement d'une attaque causant (art. 10) :		
- la mort	59	_____
- une blessure grave	60	_____
i) Nombre de constats d'infraction émis par la municipalité au cours de l'exercice en vertu du règlement du gouvernement du Québec	61	_____

# Taux global de taxation réel

Exercice terminé le 31 décembre 2019

Nom : Sainte-Julie

Code géographique : 59010

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

**TABLE DES MATIÈRES**

	<b><u>PAGE</u></b>
<b>Taux global de taxation réel audité</b>	
Rapport de l'auditeur indépendant sur le taux global de taxation réel	3
Taux global de taxation réel	4

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT  
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Au trésorier de la Ville de Sainte-Julie,

**Opinion**

Nous avons effectué l'audit de l'état établissant le taux global de taxation réel de ville de Sainte-Julie (ci-après « la ville ») pour l'exercice terminé le 31 décembre 2019 (ci-après l'« état »).

À notre avis, l'état ci-joint a été préparé, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (RLRQ, chapitre F-2.1) (ci-après les « exigences légales »).

**Fondement de l'opinion**

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit de l'état » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la ville conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit de l'état au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

**Observation - référentiel comptable**

Nous attirons l'attention sur la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (RLRQ, chapitre F-2.1), qui décrit le référentiel comptable appliqué. L'état a été préparé afin de permettre à la ville de répondre aux exigences de l'article 105 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19). En conséquence, il est possible que l'état ne puisse se prêter à un usage autre. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

**Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard de l'état**

La direction est responsable de la préparation de l'état conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'un état exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la ville.

**Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit de l'état**

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que l'état est exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs de l'état prennent en se fondant sur celui-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT  
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

---

tout au long de cet audit. En outre :

-nous identifions et évaluons les risques que l'état comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;

-nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la ville;

-nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

1

[Original signé par]

Raymond Chabot Grant Thornton, S.E.N.C.R.L.  
1 CPA auditeur, CA permis de comptabilité publique no A111208  
Brossard, le 1er juin 2020



# Données prévisionnelles non auditées

## pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2020

Nom : Sainte-Julie

Code géographique : 59010

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

**TABLE DES MATIÈRES**

	<b><u>PAGE</u></b>
<b>Données prévisionnelles non auditées pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2020</b>	
Revenus de taxes	3
Revenus de compensations tenant lieu de taxes	4
Calcul de certains revenus de taxes	5
Taux des taxes	7
Taux global de taxation prévisionnel	8
Répartition des revenus de taxes par catégories d'immeubles	9
Questionnaire	11

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES  
REVENUS DE TAXES  
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020**

**Non audité**

**TAXES**

---

**SUR LA VALEUR FONCIÈRE**

Taxes générales		
Taxe foncière générale	1	31 345 192
Taxes spéciales		
Service de la dette	2	
Activités de fonctionnement	3	
Activités d'investissement	4	
Taxes de secteur		
Taxes spéciales		
Service de la dette	5	479 035
Activités de fonctionnement	6	
Activités d'investissement	7	
Autres	8	65 378
	9	31 889 605

---

**SUR UNE AUTRE BASE**

Taxes, compensations et tarification		
Services municipaux		
Eau	10	2 109 573
Égout	11	1 446 819
Traitement des eaux usées	12	
Matières résiduelles	13	3 009 877
Autres		
-	14	
-	15	
-	16	
Centres d'urgence 9-1-1	17	150 000
Service de la dette	18	152 817
Pouvoir général de taxation	19	
Activités de fonctionnement	20	
Activités d'investissement	21	
	22	6 869 086
Taxes d'affaires		
Sur l'ensemble de la valeur locative	23	
Autres	24	
	25	
	26	6 869 086
	27	38 758 691

---

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES**  
**REVENUS DE COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES**  
**EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020**

*Non audité*

**COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES**

**GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES**

Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement

Taxes sur la valeur foncière	1	50 304
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	2	
Taxes d'affaires	3	
Compensations pour les terres publiques	4	317
	5	50 621
Immeubles des réseaux		
Santé et services sociaux	6	62 500
Cégeps et universités	7	
Écoles primaires et secondaires	8	532 879
	9	595 379

Autres immeubles

Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux		
Taxes sur la valeur foncière	10	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	11	
Taxes d'affaires	12	
	13	
	14	646 000

**GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES**

Taxes sur la valeur foncière	15	32 274
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	16	
Taxes d'affaires	17	
	18	32 274

**ORGANISMES MUNICIPAUX**

Taxes sur la valeur foncière	19	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	20	
	21	

**AUTRES**

Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	22	
Autres	23	
	24	
	25	678 274

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES  
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES  
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020**

**Non audité**

	<b>Assiette d'application imposable</b>	<b>Taux adopté</b>	<b>Revenus bruts</b>	<b>Crédits/ Dégrèvements</b>	<b>Dotation à la provision</b>	<b>Autres ajustements</b>	<b>Revenus nets</b>
<b>Taxes sur la valeur foncière</b>							
<b>Taxes générales</b>							
Taxe foncière générale (taux unique)	1 .....	X 2 .....	/100\$ 3 .....				
Taxe foncière générale (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	4 3 276 562 362	X 5 0,6537	/100\$ 6 21 418 888				
Immeubles de 6 logements ou plus	7 236 084 309	X 8 0,6636	/100\$ 9 1 566 655				
Immeubles non résidentiels	10 402 064 629	X 11 1,6813	/100\$ 12 6 759 913				
Immeubles industriels	13 54 165 700	X 14 1,7906	/100\$ 15 969 891				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	16 .....	X 17 .....	/100\$ 18 .....				
Autres	19 33 397 200	X 20 1,2531	/100\$ 21 418 500				
Immeubles agricoles	22 47 493 700	X 23 0,6176	/100\$ 24 293 321				
<b>Total</b>			25 31 427 168	26 ( )	27 ( 88 066 )	28 6 090	29 31 345 192
<b>Taxes spéciales</b>							
Service de la dette (taux unique)	30 .....	X 31 .....	/100\$ 32 .....				
Service de la dette (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	33 .....	X 34 .....	/100\$ 35 .....				
Immeubles de 6 logements ou plus	36 .....	X 37 .....	/100\$ 38 .....				
Immeubles non résidentiels	39 .....	X 40 .....	/100\$ 41 .....				
Immeubles industriels	42 .....	X 43 .....	/100\$ 44 .....				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	45 .....	X 46 .....	/100\$ 47 .....				
Autres	48 .....	X 49 .....	/100\$ 50 .....				
Immeubles agricoles	51 .....	X 52 .....	/100\$ 53 .....				
<b>Total</b>			54 .....	55 ( )	56 ( )	57 .....	58 .....

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES  
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES (suite)  
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020**

**Non audité**

	<b>Assiette d'application imposable</b>	<b>Taux adopté</b>	<b>Revenus bruts</b>	<b>Crédits/ Dégrèvements</b>	<b>Dotation à la provision</b>	<b>Autres ajustements</b>	<b>Revenus nets</b>
<b>Taxes sur la valeur foncière</b>							
<b>Taxes générales</b>							
Taxes spéciales							
Activités de fonctionnement (taux unique)	1 .....	X 2 .....	/100\$ 3 .....				
Activités de fonctionnement (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	4 .....	X 5 .....	/100\$ 6 .....				
Immeubles de 6 logements ou plus	7 .....	X 8 .....	/100\$ 9 .....				
Immeubles non résidentiels	10 .....	X 11 .....	/100\$ 12 .....				
Immeubles industriels	13 .....	X 14 .....	/100\$ 15 .....				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	16 .....	X 17 .....	/100\$ 18 .....				
Autres	19 .....	X 20 .....	/100\$ 21 .....				
Immeubles agricoles	22 .....	X 23 .....	/100\$ 24 .....				
<b>Total</b>			25 .....	26 ( .....	) 27 ( .....	) 28 .....	29 .....

Taxes spéciales							
Activités d'investissement (taux unique)	30 .....	X 31 .....	/100\$ 32 .....				
Activités d'investissement (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	33 .....	X 34 .....	/100\$ 35 .....				
Immeubles de 6 logements ou plus	36 .....	X 37 .....	/100\$ 38 .....				
Immeubles non résidentiels	39 .....	X 40 .....	/100\$ 41 .....				
Immeubles industriels	42 .....	X 43 .....	/100\$ 44 .....				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	45 .....	X 46 .....	/100\$ 47 .....				
Autres	48 .....	X 49 .....	/100\$ 50 .....				
Immeubles agricoles	51 .....	X 52 .....	/100\$ 53 .....				
<b>Total</b>			54 .....	55 ( .....	) 56 ( .....	) 57 .....	58 .....

	<b>Valeur locative imposable</b>						
<b>Taxe d'affaires sur la valeur locative</b>	59 .....	X 60 .....	% 61 .....	62 ( .....	) 63 ( .....	) 64 .....	65 .....

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES  
TAUX DES TAXES  
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020**

**Non audité****Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels**

(montant fixe)

**Par unité de logement**

Eau	1	1   4   5	,	0   0	\$
Égout	2	1   2   1	,	0   0	\$
Eau et égout	3		,		\$
Traitement des eaux usées	4		,		\$
Matières résiduelles	5	2   4   5	,	0   0	\$

**Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification**

Description	Taux	Code <sup>1</sup>	Préciser
Taxe de secteur - service dette égouts	0,0116	1	
Taxe de secteur - service dette aqueduc	0,0011	1	
Eau piscines	40,0000	4	
Eau		7	Compteurs non rédid.
Ordures		7	Compteurs non résid.

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation  
2 - du mètre carré  
3 - du mètre linéaire  
4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres  
6 - % de la valeur locative  
7 - autres (préciser)

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES  
TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL  
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020**

**Non audité****REVENUS ADMISSIBLES**

Revenus de taxes	1	38 758 691
Total des crédits et dégrèvements relatifs uniquement aux taxes foncières, pris en compte dans les revenus de taxes	2	_____

**Ajouter**

Revenus de taxes de l'exercice 2020 provisionnés pour contestations d'évaluation foncière	3	88 066
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	4	

**Déduire**

Taxes d'affaires	5	
Taxes foncières imposées en vertu du 1 <sup>er</sup> alinéa de l'article 208 LFM	6	
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	4 747 426
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	150 000
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	_____
<b>Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation prévisionnel</b>	<b>10</b>	<b>33 949 331</b>

**ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES AYANT SERVI  
À ÉTABLIR LES REVENUS DE LA TAXES FONCIÈRE GÉNÉRALE**

11	4 049 767 900
----	---------------

**TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL DE 2020**

(Ligne 10 ÷ ligne 11 x 100)

12	0   ,   8   3   8   3   /100 \$
----	---------------------------------

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES**  
**RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES**  
**EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020**

*Non audité*

		Immeubles non résidentiels	Immeubles industriels	<u>Terrains vagues desservis</u> Immeubles non résidentiels	<u>Autres</u>	6 logements ou plus	Immeubles agricoles
<b>Taxes sur la valeur foncière</b>							
Générales	1	6 717 413	928 575		418 500	1 566 655	300 588
De secteur	2	38 662	5 324		4 204	29 604	886
Autres	3						
<b>Taxes sur une autre base</b>							
Taxes, compensations et tarification							
Service de la dette	4	8 134	28 130		4 182		348
Autres	5	397 877	41 643			776 100	15 389
Taxes d'affaires							
Sur la valeur locative	6						
Autres	7						
	8	7 162 086	1 003 672		426 886	2 372 359	317 211

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES**  
**RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES (suite)**  
**EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020**

*Non audité*

		Résidentielles	Résiduelle Agriculture Résidences	Autres	Total
<b>Taxes sur la valeur foncière</b>					
Générales	9	20 878 964	37 841	496 656	31 345 192
De secteur	10	400 291	64		479 035
Autres	11			65 378	65 378
<b>Taxes sur une autre base</b>					
Taxes, compensations et tarification					
Service de la dette	12	112 023			152 817
Autres	13	5 335 260			6 566 269
Taxes d'affaires					
Sur la valeur locative	14				
Autres	15				
	16	26 726 538	37 905	562 034	38 608 691

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES  
QUESTIONNAIRE  
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020**

<b>Non audité</b>	<b>OUI</b>	<b>NON</b>	<b>S.O.</b>
1. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2020, les mesures fiscales suivantes?			
a) Régime d'impôt foncier à taux variés en vertu de l'article 244.29 LFM			
- Pour la taxe foncière générale	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
- Pour une ou des taxes spéciales en vertu des articles 979.1 et 979.2 du CM ou des articles 487.1 et 487.2 de la LCV	3 <input type="checkbox"/>	4 <input checked="" type="checkbox"/>	5 <input type="checkbox"/>
b) Une ou des sous-catégories d'immeubles dans la catégorie des immeubles non résidentiels en vertu des articles 244.64.1 à 244.64.8 LFM	6 <input type="checkbox"/>	7 <input checked="" type="checkbox"/>	8 <input type="checkbox"/>
- Décrire chaque sous-catégorie avec son assiette d'application imposable et son taux adopté.			
c) Des taux de taxes foncières distincts aux immeubles non résidentiels et / ou aux immeubles industriels en fonction de l'évaluation foncière en vertu de l'article 244.64.9 LFM	9 <input type="checkbox"/>	10 <input checked="" type="checkbox"/>	11 <input type="checkbox"/>
- Pour chaque catégorie et sous-catégorie, décrire chaque tranche d'imposition distincte avec son assiette d'application imposable et son taux adopté.			
d) Étalement de la variation de valeur des unités admissibles en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM			
- Pour l'ensemble des immeubles imposables et compensables	12 <input type="checkbox"/>	13 <input checked="" type="checkbox"/>	14 <input type="checkbox"/>
- Pour les immeubles non résidentiels imposables et compensables seulement (incluant les immeubles industriels)	15 <input type="checkbox"/>	16 <input checked="" type="checkbox"/>	17 <input type="checkbox"/>
- Pour les immeubles imposables et compensables autres que non résidentiels et industriels	18 <input type="checkbox"/>	19 <input checked="" type="checkbox"/>	20 <input type="checkbox"/>
2. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2020, la mesure de diversification transitoire des taux de certaines taxes foncières (art. 253.54 à 253.62 LFM)?	21 <input type="checkbox"/>	22 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. La municipalité recevra-t-elle du MAPAQ des remboursements de taxes de 2020 pour des exploitations agricoles enregistrées?	23 <input checked="" type="checkbox"/>	24 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	25	216 205 \$	
4. Richesse foncière - Évaluation équivalente découlant de la capitalisation des revenus provenant de l'application de l'article 222 LFM (utilisée au calcul de la richesse foncière uniformisée de l'année suivante)	26	\$	
5. Date d'adoption du budget par le conseil	27	2019-12-10	

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES**  
**QUESTIONNAIRE (suite)**  
**EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020**

***Non audité***

6. Total des charges prévues au budget (incluant l'amortissement)	28	<u>49 832 773 \$</u>
7. Remboursement de la dette à long terme prévu au budget	29	<u>3 178 153 \$</u>
8. Frais de financement - Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge de l'organisme municipal, prévus au budget	30	<u>1 063 396 \$</u>
9. Affectation de l'excédent de fonctionnement non affecté prévue au budget	31	<u>78 500 \$</u>

**QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

<b>Non audité</b>	<b>OUI</b>	<b>NON</b>	<b>S.O.</b>
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?			
Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises municipales ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 <input checked="" type="checkbox"/>	4 <input type="checkbox"/>	
2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 (si applicable) des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?	5 <input checked="" type="checkbox"/>	6 <input type="checkbox"/>	
3. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux organismes municipaux à compter de 2022 seulement, un organisme peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que l'organisme applique ces normes de façon anticipée?	7 <input type="checkbox"/>	8 <input checked="" type="checkbox"/>	
<b>Les questions 4 à 6 s'appliquent aux MRC et aux municipalités exerçant certaines compétences de MRC seulement. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.</b>			
4. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?	9 <input type="checkbox"/>	10 <input type="checkbox"/>	11 <input checked="" type="checkbox"/>
5. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?	12 <input type="checkbox"/>	13 <input type="checkbox"/>	14 <input checked="" type="checkbox"/>
6. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MERN une entente de délégation de la gestion foncière et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État?	15 <input type="checkbox"/>	16 <input type="checkbox"/>	17 <input checked="" type="checkbox"/>
<b>La question 7 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.</b>			
7. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier?	18 <input type="checkbox"/>	19 <input type="checkbox"/>	20 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant?	21 <input type="checkbox"/>	22 <input type="checkbox"/>	

**ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION**

Je , Patrick Quirion , atteste que le rapport financier consolidé de Sainte-Julie pour l'exercice terminé le 31 décembre 2019, transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, a été déposé à la séance du conseil du 2020-06-09.

Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont détenues par Sainte-Julie.

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Sainte-Julie consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports et documents par le ministre, je confirme également que Sainte-Julie détient les autorisations nécessaires, notamment celle(s) de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton « Attester », je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

Date et heure de la dernière modification : 2020-05-28 11:42:44

Date de transmission au Ministère : 2020/06/10